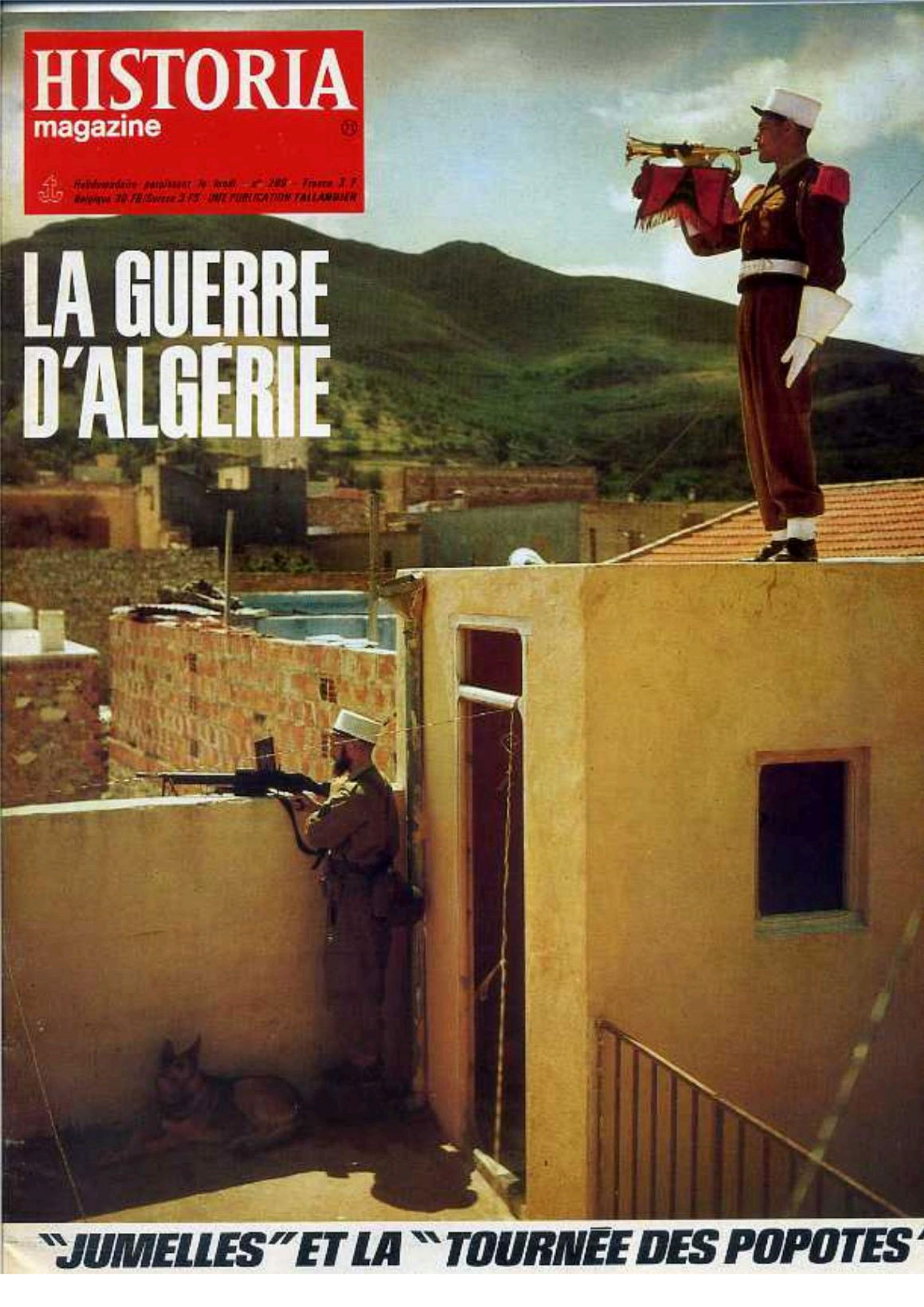
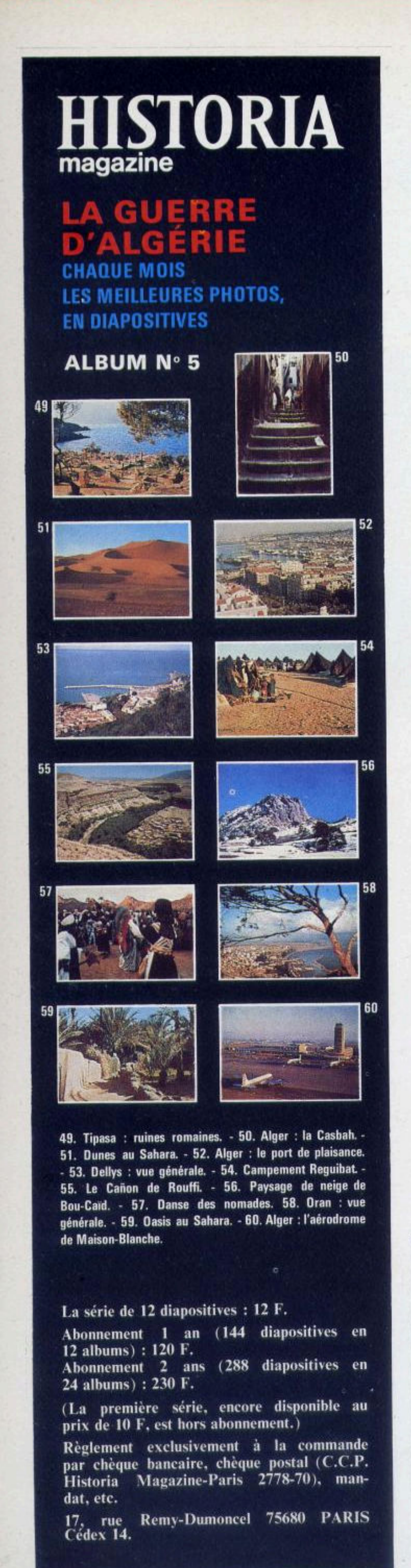

HISTORIA
magazine
LA GUERRE
D'ALGÉRIE
"JUMELLES" ET LA "TOURNÉE DES POPOTES"



Couverture : Pagès/Paris-Match



DE GAULLE LE 16 SEPTEMBRE : CARTES SUR TABLE

Jean FONTUGNE

C'EST sans doute le président Eisenhower qui, de passage à Paris à l'occasion de la réunion du Conseil atlantique (2 septembre), eut le premier connaissance de l'essentiel du discours que devait prononcer le général de Gaulle.

Ce dernier avait, en effet, longuement préparé l'allocution qu'il devait prononcer le 16 septembre 1959. Après y avoir porté la dernière main à Colombey-les-Deux-Églises, le chef de l'État en avait indiqué les grandes lignes au conseil des ministres réuni quelques heures avant son intervention à la radio et à la télévision.

En proposant aux Algériens de se prononcer, par autodétermination, sur la sécession, la francisation ou l'association, le président de la République ne pouvait ignorer les conséquences de sa nouvelle politique.

Les réactions furent donc immédiates.

Le Front de libération nationale, pris de court et alors qu'il s'apprêtait à lancer une nouvelle offensive aux Nations unies, répond au général de Gaulle. Pour la première fois, et non sans hésitation, le gouvernement provisoire de la République algérienne abandonne le préalable de l'indépendance. Il accepte même le principe de l'autodétermination, mais l'assortit de sévères conditions de garanties politiques.

Dans la Communauté, le Mali demande son indépendance. Il sera bientôt suivi dans cette voie par Madagascar.

En France, se crée le Rassemblement des partisans de l'Algérie française. L'opposition à la politique du président de la République s'organise et ne cessera de se renforcer dans les semaines à venir.

Mais les difficultés suscitées par le F.L.N., la crise de la Communauté, la menace d'une opposition armée, sinon en métropole du moins en Algérie, ne pèsent en rien sur la décision du général de Gaulle. C'est plus convaincu que jamais d'avoir trouvé la solution la meilleure pour résoudre le problème algérien qu'il se rendra, en fin de mois, dans le Nord et le Pas-de-Calais... pour parler de l'autodétermination.

Il chargera dans le même temps son ministre des Affaires étrangères de confirmer aux Nations unies le refus de la France de toute ingérence étrangère dans l'affaire algérienne.

J.F.

Sommaire n° 71 - Historia magazine n° 289

2057 - De mess en popote... — Pierre-Albert Lambert

2062 - Mes souvenirs : j'avais quatorze ans — Namous Rachid

2068 - En wilaya 4 : c'est l'enfer — François Rives

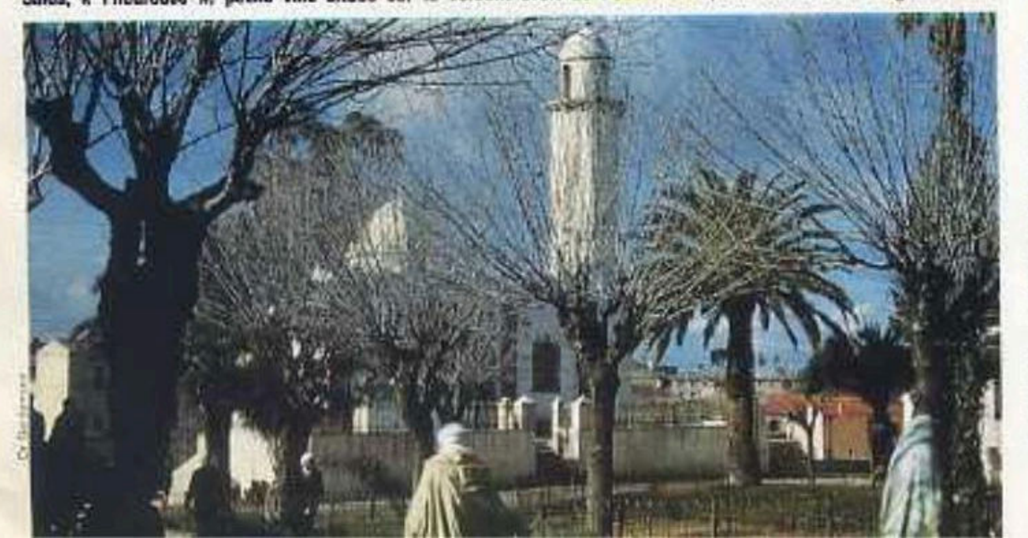
2075 - Les tribulations d'un saharien — Général Jacquin (C.R.)

2079 - De Gaulle : un tournant décisif — P.-M. de La Gorce

Le général de Gaulle en Grande Kabylie, où l'opération « Jumelles » a été déclenchée, au cours de la tournée d'inspection qu'il effectue du 27 au 30 août 1959.

DE MESS EN POPOTE...

Saïda, « l'heureuse », petite ville située sur le versant droit de l'oued Saïda, au centre d'une région fertile.



L'ARMÉE a la fièvre. De Gaulle le sait. Aussi décide-t-il d'aller lui rendre visite dans ses cantonnements d'Algérie, sur le terrain de ses opérations. Il pourra comparer sur place l'état des esprits avec celui que lui décrivent les rapports de son entourage. Il prendra le pouls de l'armée et il lui fera entrevoir comment il envisage l'avenir. C'est de l'autre côté de la Méditerranée qu'il fera savoir, ainsi en a-t-il décidé, que l'Algérie va changer de visage.

Avant que le général entreprenne le voyage annoncé, voyage qui durera du 27 au 30 août, on s'interroge dans les mess et dans les popotes sur les « intentions cachées » du président de la Répu-

▶ DE MESS EN POPOTE

des cinéastes de presse filment trois vieillards avec une barbe blanche



J.-P. Biot/Paris-Match

◀ De Gaulle et Bigeard à Saïda. Afin de prendre le pouls de l'armée, de Gaulle a voulu rencontrer deux colonels hors du commun, deux hommes aussi brillants que différents : Bigeard et Buis. Jean Lartéguy, rendant compte dans *Paris-Presse* des activités du général de Gaulle au cours de sa tournée des popotes, intitulera son article : « Le baroudeur et le diplomate ».



Le général de Gaulle ▶ en Kabylie. Le 30 août, en rendant visite au P.C. opérationnel de Grande Kabylie, il dira, devant les cent officiers réunis dans une immense tente : « Ce que j'ai entendu et vu ici, au cours de cette inspection, me donne pleine satisfaction [...]. J'ai constaté des progrès saisissants dans l'œuvre de pacification menée ici. »

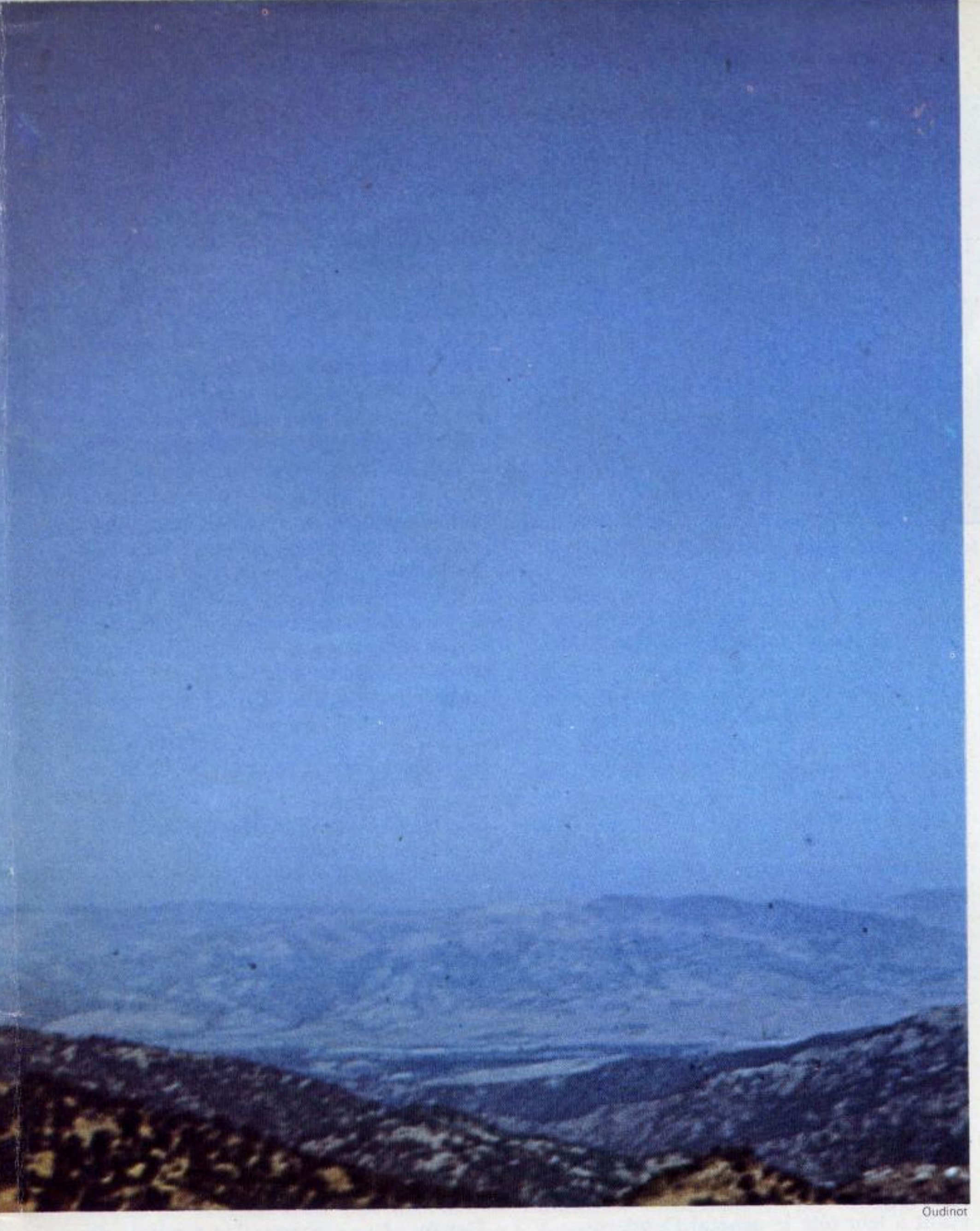
blique. A Paris aussi, les spéculations vont bon train. De Gaulle va-t-il infléchir par un geste spectaculaire la politique algérienne ? se demandent les éditorialistes. Dans l'affirmative, quelles seront la forme et la portée de cette nouvelle étape ?

Certains avancent qu'un nouvel appel pourrait être lancé à l'adversaire, appel qui ne laisserait aucune place à l'équivoque et ne donnerait prétexte à aucune fausse interprétation, comme ce fut le cas en octobre 1958, lors de l'offre de « la paix des braves ». Une réponse positive du F.L.N. à un tel geste, raisonnent-ils, serait de nature à ouvrir la voie de la paix. Un refus nous donnerait des arguments solides en face de nos alliés atlantiques et devant l'O.N.U.

C'est par Saïda que le chef de l'Etat commence ce tour de l'Algérie en guerre. L'air tendu, anxieux, au départ, il se déride et se décontracte au fur et à mesure des étapes, constatent ceux qui l'accompagnent. L'armée a la fièvre, certes, mais — et il le perçoit tout de suite — elle conserve sa confiance en de Gaulle. Une confiance beaucoup plus visible parmi les troupes des secteurs en opération et dans le bled que dans les états-majors et dans les unités stationnées dans les centres importants. Une confiance plus accentuée dans les deux corps d'armée d'Oran et de Constantine que dans celui d'Alger. De fait, on s'occupe plus de politique dans les états-majors que sur le terrain. Et dans les grands centres, les officiers ont plus de

E.C.P.A.




Oudinot

contacts avec les associations activistes, qui se sont multipliées.

Les musulmans, eux, réservent au général un accueil enthousiaste. Ils l'acclament, courent sur le passage de sa voiture, veulent toucher sa veste, les boutons de son uniforme. « Il s'agit presque de maraboutisme », observe un des officiers, ancien des affaires indigènes, qui accompagnent le visiteur.

A ces musulmans, dont il sent qu'ils lui sont acquis, il tient le langage de l'espoir. Un langage qu'ils écoutent avec la plus vive attention sur les places des petites villes. A Tizi-Ouzou, les cinéastes de presse fixent sur la pellicule l'image de trois beaux vieillards à barbe blanche buvant les paroles du général et émus jusqu'aux larmes lorsqu'il leur dit : « Je crois percevoir de grandes espérances. Et d'abord celle de la paix. »

◀ De Gaulle assiste à une messe en plein air au P.C. « Artois », en pleine montagne kabyle. La chaleur d'août était agréablement tempérée par l'altitude.

Ce à quoi s'intéresse beaucoup le visiteur, dans la première partie de son voyage, c'est à l'encadrement issu des élections municipales. Sur ce sujet, sur la qualité technique des maires, il interroge les uns et les autres :

— Que valent vos maires ? demande-t-il fréquemment.

« Il semble être venu voir comment tiendrait le pays au cas où on laisserait plus de responsabilités aux musulmans », rapporte un témoin.

Ce que semble confirmer cette autre préoccupation manifestée à plusieurs reprises par le chef de l'Etat :

« Croyez-vous que si l'on faisait, d'ici à quelques années, des élections vraiment libres, les populations voteraient pour la France ? »

Aux militaires, il demande avec insistance « de finir, de terminer, d'achever la pacification ». Cela revient comme un leitmotiv dans ses propos. Il encourage l'armée à poursuivre sa tâche, à s'implanter dans les djebels, à « procéder à l'occupation des zones-refuges ». Ainsi rassure-t-il ceux qui craignaient de le voir amorcer une « politique d'abandon ».

« Le général nous a confirmé que notre mission devait être achevée. C'est ce que nous attendions de lui », entend-on répéter dans les mess après son passage.

Il leur dit que la pacification n'est qu'une étape après laquelle interviendra une solution politique :

— Nous n'aurons pas alors les Algériens avec nous s'ils ne le veulent pas eux-mêmes. Le problème sera tranché, ajoute-t-il, quand la population participera à l'ordre public, sous réserve des sentiments qui sont les siens et qu'elle manifestera un jour. Nous aurons des difficultés à vaincre, des délais à prévoir, mais, en définitive, ce qui décidera, ce sera la volonté des hommes.

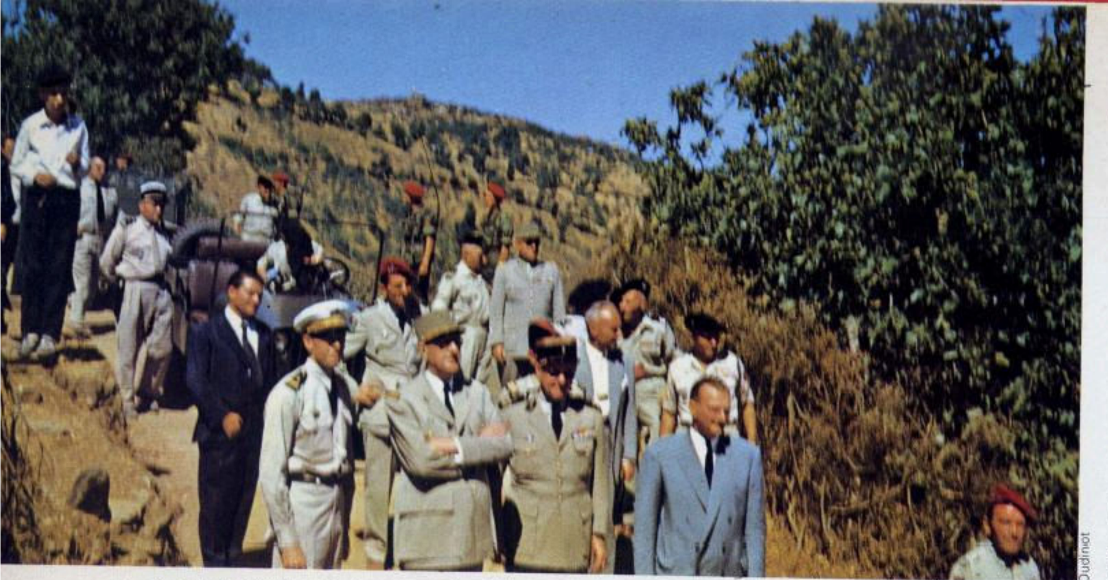
Ainsi de Gaulle laisse-t-il entendre clairement que les élections de novembre précédent n'ont pas figé l'avenir. La plupart de ses interlocuteurs ne se sentent pas heurtés par ces propos. Pourtant, il voit des officiers fort différents les uns des autres : le colonel Bigeard, homme de guerre qui n'aime pas les dictatures et qui se plaît à le dire très fort ; le colonel Buis, type plutôt rare de l'officier épris de libéralisme ; le général Faure et ses adjoints, qui pensent que l'on doit donner des certitudes à la population musulmane...

Sur la petite place

Parmi les convives de tout grade avec lesquels il déjeune et converse, le président de la République rencontre aussi, bien sûr, quelques officiers activistes. Pour ceux-là, les propos du général constituent « la dernière pelletée de terre sur le cadavre de l'intégration ». Ils écartent systématiquement, par dépit idéologique, tout ce qui vient de De Gaulle. Leur siège est fait : il n'y a pas de solution intermédiaire entre l'indépendance et l'intégration. Mais ils sont l'exception et, dans l'ensemble, le courant passe entre le général et l'armée. L'atmosphère est confiante, cordiale.

« Rien à voir avec le fameux « dîner des capitaines » qui avait eu pour cadre le palais d'Eté, l'an dernier, évoque un officier. En nous quittant, il avait dit alors : « J'ai dû couper court à la conversation... Ils voulaient me faire battre avec le monde entier... Je ne peux tout de même pas déclarer la guerre à la Chine !... »

Mais à aucun moment, ni avec les militaires ni sur les places des villes et des villages visités, le général n'emploie le mot « autodétermination ». Ce mot clé, riche en virtualités, qui apparaît aux uns chargé de solutions, aux autres lourd de menaces, il le garde pour plus tard. Mais il est constamment impliqué, ce maître mot, dans des déclarations du genre : « Les Algériens feront leur destin eux-mêmes. » Chaque fois, il souli- ▶



Le général de Gaulle lors de sa tournée d'inspection. Ici, en Grande Kabylie avec Paul Delouvrier et Massu.

De Gaulle exprime aux

gne de l'intonation le mot « eux-mêmes ». Cette déclaration, il l'a faite pour la première fois à Tébessa et répétée tout au long du voyage. La plupart de ceux qui l'entendent en acceptent l'idée parce qu'ils croient dur comme fer qu'au terme de la pacification la population préférera l'intégration à l'indépendance et même à l'association.

Saïda, Tébessa, Renault, Zemmora, Bordj-bou-Arreridj... C'est dans cette dernière ville que les journalistes, jusque-là tenus à l'écart, peuvent approcher le chef de l'Etat et l'entendre tenir ces propos. Sur la petite place quasi provinciale avec sa salle des fêtes de 1930, sa mairie moderne, son Café des Arts, ses acacias affaiblis par la sécheresse, la musique de la légion joue *le Boudin* lorsque le général descend de voiture. Aux voiles blancs des femmes de Saïda se sont substitués les voiles noirs qui signalent le Constantinois. Le matin même, une grenade a été lancée au centre de la ville, faisant deux blessés. Au loin, sur la montagne, une fumée trahit les combats en cours à l'instant où le visiteur s'adresse à la foule :

— Je sais quelles sont les épreuves que vous avez traversées et les soucis qui sont les vôtres. Je sais aussi que la paix va désormais régner dans vos villes et que nous aurons une vie nouvelle. Dans votre magnifique pays, les hommes pourront vivre libres, fiers et heureux.

La dernière étape de son voyage, le général la consacre au P.C. Artois, centre de commandement de l'opération « Jumelles », la plus importante entreprise militaire de toute la guerre d'Algérie. Là, plus qu'ailleurs, il va préciser ses intentions.

Commencée le 22 juillet dans le plus grand secret, « Jumelles » a pour cadre la Kabylie. Y participent les unités des réserves générales qui menèrent l'opération « Etincelle » dans le Hodna et l'opération « Couronne » dans l'Ouarsenis. Elles manœuvrent de concert avec les troupes des zones concernées : celles du secteur de Tizi-Ouzou, commandées par le général Faure, et celles de Sétif, ayant à leur tête le général Delpierre.

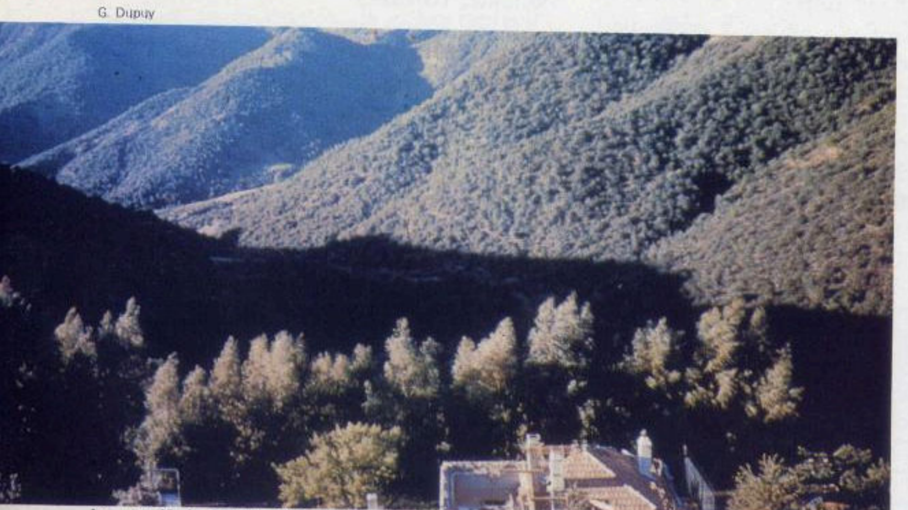
Accompagné du général Challe, le chef de l'Etat se pose en hélicoptère au P.C. Artois installé à 1 700 mètres d'altitude. La fraîcheur qui règne ici tranche sur la touffeur de l'été algérien. Le président de la République procède d'abord à une remise de décorations. Puis c'est la messe, célébrée en plein air dans le décor grandiose et sauvage des monts de Kabylie.

Suit une séance de travail à laquelle participent Delouvrier, le commandant en chef, le général Massu, le général Gracieux, qui commande une unité opérationnelle, et le général Faure. On emmène le visiteur sur le terrain, au col des Chênes, un poste de Petite Kabylie, d'où il peut suivre, sur la carte et à la jumelle, le développement de l'opération en cours. Celle-ci a pour objectif de débusquer 5 000 rebelles. Il ne s'agit pas seulement de « casser du fell », mais de détruire l'organisation logistique du F.L.N. dans son repaire principal, de le priver de ses caches, de ses entrepôts, de ses stocks de munitions, de ses relais.

Un document « très secret »

De Gaulle réunit ensuite autour de lui les officiers d'état-major ainsi que les commandants des unités opérationnelles. Il leur demande toute leur attention et, en militaire qui parle à des militaires, il leur annonce, sans ambages, sa détermination de « changer quelque chose » en Algérie. « Pour cette entreprise, leur dit-il en substance, j'ai besoin de vous. » Les termes exacts de cet important entretien avec l'armée en opération n'ont pas été connus tout de suite. Ils devaient faire l'objet d'un document « très secret », n° 46 CM/TS, « à n'utiliser que verbalement pour l'information des cadres ».

Devant les officiers le général dit d'abord sa satisfaction pour ce qu'il a vu et entendu au P.C. de « Jumelles ». Mais, dit-il, « le problème n'est pas réglé ». Et il en analyse les causes qui sont, selon lui, de trois ordres :

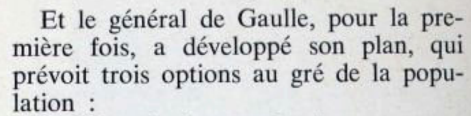


Le massif de l'Ouarsenis. Un terrain très accidenté qui explique la nécessité pour l'armée de mener des opérations à pied. Au premier plan, une maison forestière détruite par l'A.L.N.



Le Hodna : un paysage lunaire, une région sauvage que connaissent bien les *djounoud* allant en Tunisie ou en revenant. Le fief du colonel Buis.

ciers réunis sa détermination de "changer quelque chose" en Algérie



● La situation des autochtones, qui est insupportable dans ce pays où, depuis cent vingt ans, la France n'a pas fait l'effort nécessaire ;
● L'affaiblissement de la France, consécutif à la disparition de l'autorité de l'Etat, à la guerre, à ses péripéties et aux déchirements qu'elles ont provoqués ;
● La conjoncture internationale à une époque où la plus grande partie de la terre est en train de s'affranchir et où nous ne pouvons faire fi de l'opinion du monde qui nous entoure.

— Cette situation doit être réformée, souligne le général. Et d'abord en Algérie. Même en la pacifiant complètement, nous ne la garderions pas longtemps si nous ne la transformions de fond en comble afin d'en faire un pays moderne. L'évolution prévue par le plan de Constantine doit permettre cette transformation sur le plan matériel. Mais il est nécessaire aussi qu'intervienne une transformation morale. L'ère de l'administration directe des autochtones par l'intermédiaire des Européens est révolue.

» L'armée a, dans cette optique, une tâche essentielle à accomplir, poursuit le général. Elle en a la possibilité car jamais elle n'a été soutenue comme aujourd'hui par le chef de l'Etat, qui, rappelle-t-il, en est lui-même issu.

» A l'extérieur, dit-il encore, il y a une situation internationale presque entièrement et ouvertement contre nous. Elle ne changera pas si nous paraissons devoir maintenir l'Algérie dans la position où elle était vis-à-vis de nous. Le monde entier doit comprendre que ce que nous faisons en Algérie n'est pas une œuvre de domination et de conquête. Ce que nous faisons, nous l'entreprenons avec la population, pour elle et par elle.

» J'ai constaté, répète de Gaulle, des progrès saisissants dans l'œuvre de pacification armée menée ici. Elle devra être achevée. Mais il faut qu'elle soit concrétisée par de gros progrès dans le contact des âmes. Il y faut beaucoup de compréhension et de libéralisme.

» Ecoutez-moi bien, dit-il encore aux officiers qui l'écoutent dans le plus grand silence. Vous êtes l'armée de la France. Vous n'existez que par elle, à cause d'elle, pour elle et à son service. C'est votre raison d'être.

Mais c'est à un civil que le général de Gaulle s'ouvre vraiment et complètement de ses intentions. Avant de se rendre au P.C. Artois, il a vu Mahdi Belhaddad, sous-préfet d'Aïn-Beïda, avec qui il s'est entretenu en tête à tête sur le ton de la confidence.

Le chef de l'Etat a tout d'abord écouté Belhaddad lui dire son amertume de n'avoir pu appliquer la politique du général de Gaulle « faute d'avoir, lui, responsable musulman, toute la liberté d'action souhaitable ». Il a aussi représenté au général qu'il n'est guère admissible qu'il n'y ait en tout et pour tout qu'un seul sous-préfet musulman en Algérie. « Qui pourrait mieux convaincre des musulmans que des musulmans ? » a demandé le haut fonctionnaire.

L'air soucieux

Puis, à la demande du visiteur, il a exprimé son avis sur la situation. Et il n'y est pas allé de main morte. Il a purement et simplement condamné la politique de Delouvrier et celle de Challe et préconisé un cessez-le-feu qui seul, selon lui, pourrait permettre l'application des réformes nécessaires. De Gaulle l'a écouté, l'air soucieux.

« Je partage votre point de vue, vous dont le courage et la loyauté sont connus de tous », a-t-il répondu. Et il a ajouté, à la surprise du sous-préfet : « Je crois, en effet, qu'il faut cesser les combats, qu'il faut revenir à la paix. » Le président de la République a hésité avant de poursuivre, puis il a dit :

— Je vais vous faire part de mes intentions. Une période de transition, de réflexion, suivra le cessez-le-feu. Cela est nécessaire pour calmer les esprits et les cœurs, pour faire taire les passions ou du moins pour les atténuer. Pendant cette période, on s'abstiendra de toute initiative politique. Liberté totale sera donnée à chaque Algérien de défendre son point de vue et ses idées. S'il le désire, M. Ferhat Abbas pourra alors sillonner l'Algérie sans qu'il soit apporté de restrictions à ses déplacements. Après cette période sans bombes, sans couteaux, sans méfaits, la peur et la contrainte ayant cessé, les Algériens auront à choisir, en toute liberté, j'en prends l'engagement, entre plusieurs solutions.

Et le général de Gaulle, pour la première fois, a développé son plan, qui prévoit trois options au gré de la population :
● La francisation totale du pays ;
● L'autonomie, avec certains attributs laissés à la France, tels que : économie, enseignement supérieur, monnaie, etc. ;
● L'indépendance.

Belhaddad a remercié le général de la preuve de confiance qu'il venait de lui donner. Il a répondu qu'à son avis la population d'Algérie n'était pas désireuse de se séparer de la France. Puis il a demandé :

— En attendant l'application de ce plan, qu'allons-nous faire ?

— En attendant, nous aurons les élections cantonales et j'espère qu'à cette occasion l'élite se fera entendre, a répondu le chef de l'Etat. Il faut que les Algériens administrent leur pays et prennent part à toutes les activités. Rien ne sera fait sans eux. Mais il est indispensable qu'ils se manifestent. Après ces élections, une assemblée sera créée auprès du délégué général. Elle ne sera pas politique mais elle éclairera le représentant de la France... Voilà, a conclu le chef de l'Etat, ce que j'ai l'intention de faire...

Ainsi le général — et c'était bien dans sa manière — a choisi pour confident de ses importants projets un petit sous-préfet musulman d'une région perdue de l'Aurès. « Un fonctionnaire méprisé et « tenu en laisse » par les militaires du secteur, tout-puissants seigneurs de la guerre, écrit Yves Courrière dans *l'Heure des colonels* (1). Mais, ce soir-là, Mahdi Belhaddad s'en moquait. Il avait enfin confiance. De Gaulle irait jusqu'au bout. L'Algérie allait réellement changer de visage. Belhaddad se demandait comment « les autres » prendraient la chose. Il devait attendre le 16 septembre. » **H**

Pierre-Albert LAMBERT

(1) Editions Fayard.

Oudinot



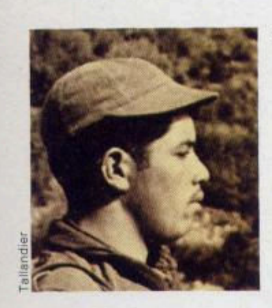
Delouvrier en compagnie de Massu et du général Faure, avec qui le général de Gaulle dîna à Tizi-Ouzou.

E.C.P.A.



De Gaulle à Aïn-Trouila, le 29 août 1959. C'est là qu'il aura avec Mahdi Belhaddad un important entretien.

MES SOUVENIRS : J'AVAIS



Tallandier

◄ Quinze ans après, un jeune Algérien raconte ses souvenirs. Plus une légende dorée que la vérité historique. Il méritait cependant d'être présenté comme un témoignage parmi tant d'autres...



Jegard

MA famille et moi vivions dans les djebels proches des sources d'Aïn-Gamra, dans la région de Constantine. Un régiment d'artilleurs français s'était installé au camp de Gravelotte, à Grarem.

Le 1er novembre 1958, une kesma de 400 résistants venant de Chetaba s'était réfugiée sur les hauteurs proches des sources. Elle avait réussi à échapper aux Français après être tombée dans une embuscade. Elle avait pu ramener quatre blessés graves parmi lesquels se trouvait un ami de ma famille, Abdel Hamid Boumhrès, chef d'une section de la kesma. Dès que nous avons été prévenus, j'ai couru auprès de lui. Il avait été atteint de plusieurs éclats de grenade qui mettaient sa vie en danger.

– Comment te sens-tu, Hamid ?

– Mieux que les deux pieds-noirs que j'ai tués et que le harki à qui j'ai pris cette mitraillette, me murmura-t-il.

Il souffrait horriblement. J'étais bouleversé.

– Je jure de te venger, mon frère.

– Tu n'as que quatorze ans ! eut-il encore le temps de dire dans un souffle, avant de s'évanouir.

Avec mes camarades bergers comme moi, je l'ai transporté ainsi que les trois autres blessés dans une maison des djebels. Nous les avons laissés là entre les mains d'infirmiers bénévoles. Puis je suis allé au village transmettre l'ordre du chef de la kesma : « Tous les civils et surtout les jeunes doivent venir nous rejoindre immédiatement. »

Lorsque je suis revenu près de lui, le chef m'ordonna de couper l'eau de la source qui alimentait le camp français. J'étais heureux et fier qu'il m'eût donné cette responsabilité à moi. C'était ma façon de venger Hamid.

Papin



◄ Dans l'Aurès, des soldats surveillent un oued. Pour l'armée également, le ralliement de la population algérienne à la France est un enjeu très important.

Médard



Action psychologique ► dans le djebel : faire reculer l'emprise de la révolution sur la population, lui montrer que son avenir est avec la France et non avec le F.L.N.

QUATORZE ANS...



◀ **Ce jeune garçon est-il un simple berger ou un *chouf* au service de l'A.L.N. ? Comme tous les mouvements révolutionnaires, le F.L.N. ne peut survivre sans le soutien du peuple qu'il soumet à une propagande appuyée sur l'intimidation et l'explication politique.**

Je sautais comme un cabri d'un rocher sur un autre suivi de mon ami Taïeb et d'autres camarades aussi heureux que moi. Quand nous sommes arrivés à la source, nous avons ramassé de la boue avec laquelle nous avons bouché l'entrée des tuyaux.

Nous avons recommencé le lendemain matin.

Aplati dans un trou, entre deux feux...

Le capitaine de la S.A.S. nous avait vus avec ses jumelles. Il a sans doute pensé que nous nous amusions à lui faire des farces. Il est monté sur un mulet, a pris sa mitraillette (je me souviens très bien, elle était toute neuve) et, suivi d'une trentaine de soldats, a escaladé les pentes jusqu'aux sources d'Aïn-Gamra pour nous attraper.

Il était tout près de moi, quand j'ai aperçu sur ma gauche un fellagha, dissimulé derrière un arbre. Il me faisait des signes interrogateurs. Il ne comprenait pas ce que je disais au capitaine. De mon côté, je ne pouvais pas lui expliquer en arabe ce qui se passait, car il y avait là quatre ou cinq harkis qui m'auraient compris.

Finalement, j'ai très bien vu qu'il fallait que nous prenions la fuite. J'ai donc fait signe à Taïeb de filer ainsi qu'aux autres bergers.

Le radio français s'était installé près d'un arbre. Il se trouvait sur le chemin menant au pic truffé de grottes où s'étaient fortifiés les fellaghas.

Bien qu'il fût armé, j'ai couru vers lui, suivi de toute ma bande. Le radio a voulu nous arrêter. Je me demandais s'il allait nous tuer quand le F.L.N. a commencé à tirer. La première balle a touché le radio.

Le capitaine criait alors au sergent : « Chef, placez le mortier sur cette crête. » Il y eut une terrible pétarade. Je me suis roulé par terre en criant aux autres :

– Bon Dieu, couchez-vous !

Je me suis trouvé avec Taïeb aplati dans un trou, profond d'un mètre, entre les deux feux.

– Tu crois qu'on va pouvoir arriver au ravin ? demandai-je à Taïeb.

Taïeb ne répondit pas. Il faisait sa prière.

Trois fellaghas ont rampé jusqu'à nous. J'en connaissais un, on l'appelait Tarzan. Il avait un F.M. allemand.

Tarzan m'a dit de me lever et de m'en aller. Mais j'avais peur. J'allais sûrement mourir. Je lui ai expliqué que je ne voulais pas m'en aller et que je voulais une arme. Il a compris que je voulais les aider et m'a donné à porter un sac de cartouches. Il était drôlement lourd, mais avec la peur que j'avais, je crois que j'aurais pu porter une montagne ! Je me suis dit à ce moment-là : « Puisqu'il faut mourir, autant mourir pour quelque chose. »

Suivant Tarzan et ses compagnons, je rampai en descendant la pente pendant une dizaine de mètres, suivi de Taïeb. Voyant que nous tremblions, Tarzan nous a dit :

– L'Algérie libre, c'est tout ce qui compte pour nous, les *djounoud*. Nous sommes le F.L.N. et nous n'avons peur de rien.

On ne lui a rien répondu car, à cet instant, une grenade a éclaté tout près



Brezenec

De Port-Say à Béchar : 750 km de barrage.

Un jour dans la vie d'un sapeur

Nous avons eu une journée bien remplie, ce dimanche, ayant travaillé afin de compenser le jour de la Sainte-Barbe (fête de tous les sapeurs mineurs du génie ; une journée de repos nous était donnée à cette occasion). Notre travail consiste à implanter des réseaux de barbelés à la frontière algéro-marocaine, dans le secteur de Marnia (la pose du barbelé est effectuée sous la surveillance des sapeurs du génie : une équipe de quelques hommes prépare un chantier de 500 mètres environ à l'avant, une autre équipe s'occupe de la pose des piquets en fer, le reste du chantier, par groupes de deux, entrecroise le barbelé suivant un ordre établi). Ces réseaux sont ensuite minés (lorsque le réseau est terminé, les équipes de sapeurs procèdent à la pose des mines. Les officiers, sous-officiers et quelques sapeurs volontaires se chargent de les armer et de les piéger, opérations très dangereuses parfois). Un vent glacial souffle depuis l'aube sur notre petit camp installé sur un plateau des monts d'Oranie. La neige qui tombe depuis le début du mois, nous retarde dans notre travail ; il est nécessaire de terminer au plus tôt car les passages d'hommes du F.L.N. sont de plus en plus fréquents.

21 h 30

Je somnole, étendu sur mon lit de camp (plutôt inconfortable). Je rêve au plaisir que me procurera mon retour en France ; j'évoque tous les membres de ma famille qui m'attendent...

Les dernières lumières de la compagnie se sont éteintes. Le groupe électrogène arrête son vacarme infernal. L'obscurité dense et profonde nous envahit. Notre confiance est mise dans les sentinelles ; celles-ci veillent à leur poste, épiant la plus petite lumière, sursautant au moindre bruit.

Enfin, je m'endors...

1 heure

Nous sommes brutalement éveillés par des explosions toutes proches ; le sol tremble, des armes automatiques crépitent ; des éclairs illuminent le ciel. En quelques minutes, nous sommes dehors, longeons les murettes, les yeux encore embués de sommeil et tout bouffis.

La voix du capitaine nous rassure : « Ce n'est qu'un tir d'exercice ! Rien à signaler ; vous pouvez vous recoucher. » (Souvent l'artillerie se livrait à des tirs d'exercice de nuit, le long du barrage frontalier.) Le bruit de la fusillade et du

(Suite page 2065)



Coll. particulière

◄ Des *djounoud* expliquent à un jeune garçon sa mission. Les enfants servent en général de messagers ou de *choufs*. Se faufilant partout, observant tout, ils rendent de grands services aux maquisards qui passent à leurs yeux pour des héros sans peur et sans reproche. Les enfants aiment écouter les histoires de ces héros à qui on donne souvent...



... des surnoms ► correspondant à des faits d'armes, parfois réels d'ailleurs : c'est ainsi que des katibas ont des Tarzan et des Eddie Constantine, que l'infirmier Omar, de la wilaya 4, fut baptisé Omar 105 parce qu'il avait été blessé par un obus de 105 et que le commissaire politique Sirine Rabah se faisait appeler le « chien enragé de Soufflot ».

de nous — même que Taïeb a été blessé par un éclat au petit doigt.

La bataille avait commencé vers 11 heures. Vers les 15 heures, les Français avaient épuisé leurs munitions. Seuls étaient vivants de leur côté le capitaine et neuf soldats, dont celui qui tirait du mortier.

Le chef de la kesma avait donné l'ordre de ne pas tuer le capitaine et de le faire prisonnier. Nous sommes arrivés tout près de lui. Il a dégainé son pistolet et blessé deux des nôtres.

Tarzan, qui avait fait son service militaire dans l'armée française, s'est levé et a braqué son arme sur lui en criant :

— Mon capitaine, rendez-vous ou je serai obligé de tirer !

Le capitaine s'est jeté dans les buissons et a essayé de s'échapper. Tarzan n'a pas tiré sur lui. Il avait reçu des ordres contraires.

Taïeb, lui, malgré sa blessure, ne perdait pas son temps, il courait d'un soldat à un autre prenant leurs bagues, leurs pantalons, les chaussures, les casquettes. Sur l'un des corps, il a même trouvé 2 000 francs.

Tarzan a confié son F.M. à l'un de nos compagnons.

— Donne-moi ton pistolet, je vais poursuivre le capitaine et le ramener.

Il a couru à sa poursuite, mais il n'avait pas vu, et nous non plus, que deux soldats et le chef n'étaient pas tout à fait morts. Tout couverts de sang, ils cherchaient encore à gagner le lit de la rivière. Quand ils ont vu Tarzan, l'un d'eux a tiré une rafale. Tarzan est tombé. Il avait douze balles dans les jambes. Alors, celui qui avait le F.M. a ouvert le feu sur le capitaine : il est mort sur le coup.

Les trois Français blessés ont réussi, en suivant le lit de la rivière, à gagner une maison habitée par une femme algérienne avec ses jeunes enfants. Ils leur ont demandé de les cacher. La femme a eu pitié, parce qu'ils étaient tout jeunes, ou peut-être qu'elle a eu peur pour ses enfants. Quand nous sommes arrivés, quelques instants plus tard, elle nous a aiguillés sur une fausse piste.

Nous avons marché un moment, puis on a décidé de rebrousser chemin, car nous étions tout près du camp de Gravelotte.

Nous sommes donc remontés. Nous avons ramassé toutes les armes et compté les morts : le capitaine et 27 autres Français. Chez nous, quatre plus Tarzan, blessé, qui ne pouvait pas

Coll. particulière



◄ Des *djounoud* font le guet. Dans les régions où ils ne peuvent trouver de grottes, les maquisards se cachent dans les bois. Dans cet abri recouvert de chaume, il ne semble guère probable qu'un avion de reconnaissance, même volant très bas, puisse arriver à les apercevoir.

suffisent pas pour venger quatre des nôtres "



Coll. particulière

bouger, et Taïeb, qui avait mal à son doigt.

De retour au pic d'Aïn-Gamra, nous avons trouvé le dîner tout prêt. Nous avons bien mangé. Puis le chef a désigné dix d'entre nous pour ensevelir les morts à la place où ils étaient tombés. Ensuite il a réuni toute la population : hommes, femmes, enfants, vieux, venus de Hamala, Michita et Hamma. Il demanda à une famille d'emmener Tarzan et les autres blessés. Il nous tint ce discours : « Vingt-sept morts français ne suffisant pas pour venger quatre des nôtres, nous allons rester ici. Il y aura demain une autre bataille, car je suis certain que les renforts vont arriver à Gravelotte et qu'ils vont revenir nous attaquer. Cela sera dur pour nous et pour vous, car je vous demande de rester avec nous pour partager notre sort. »

Il a fallu, immédiatement, commencer à déplacer les armes lourdes vers le haut de la montagne, creuser des trous et des tranchées, installer les femmes, les enfants et les vieillards dans les grottes.

Le chef avait fait édifier quinze postes de défense tout autour du pic. Chacun de ces postes était défendu par quatre fellaghas qui avaient avec eux trois civils qui devaient remplacer les *djounoud* morts ou blessés. La consigne était : tenir jusqu'au dernier vivant et la dernière cartouche.

Le reste des rebelles et des civils valides avait été groupé dans la vallée, en contrebas de la montagne – le pic Aïn-Gamra a 3 500 mètres de haut et s'étend sur onze kilomètres.

Ni bruit ni geste

Vers 23 heures, deux avions B-26 ont tourné autour de nous. Ils ont lâché des fusées éclairantes. Pendant une dizaine de minutes on voyait comme en plein jour. Il y avait des soldats français qui ramassaient leurs morts et commençaient à creuser des tranchées. Ils étaient tout près d'où je me trouvais.

Malgré la rude journée que nous avions passée, personne n'avait sommeil. Moi-même, encore que très fatigué, je n'arrivais pas à dormir. Je pensais que le jour qui allait venir serait très long.

La nuit a passé ainsi. A l'aube, j'ai vu arriver des chars et des camions. A 5 h 30, trois avions de reconnaissance nous ont survolés.

A 6 h 15, les soldats français ont commencé à progresser vers nous dans le silence le plus total.

De notre côté, personne ne faisait ni un bruit ni un geste.

Le chef de la kesma était monté sur une sorte de petit promontoire dominant tout le versant. Il y avait installé une mitrailleuse lourde allemande.

A 7 heures, heure H, les soldats français étaient tout près. Alors il s'est mis debout et a crié : *Allah ouakhbar!* Ce qui signifie : Dieu est le plus grand.

C'était le signal convenu pour ouvrir le feu. Immédiatement, tous ceux qui

Coll. particulière



Cette jolie fillette apporte de l'eau aux *djounoud*.



Winkler

L'Oranie : là commença l'offensive Challe.

Un jour dans la vie...

(Suite de la page 2063)

bombardement se calme. Nous rejoignons, pas très convaincus, nos couchettes. Quinze minutes ne se sont pas écoulées que le bombardement reprend. Cette fois, c'est sérieux. Les obus de mortier ennemis tombent avec précision autour du camp. Le capitaine hurle : « Aux postes de combat! Nous sommes harcelés! (Nous sommes en effet dans une espèce de petite cuvette. La frontière passe à 300 mètres environ de notre camp, au sommet d'une petite crête, ce qui donne un avantage certain à l'ennemi.) Renforcez la garde des prisonniers », ajoute le capitaine (nous avons la responsabilité de la surveillance de 120 prisonniers algériens, pour une centaine de militaires français que compte notre compagnie).

Un léger mouvement de panique se produit, on se bouscule, on cherche son groupe, son poste de combat. Les éclats d'obus de mortier passent en sifflant au-dessus des murettes. On rampe, tâtonnant, évitant de lever la tête. Bientôt, toute la compagnie est à son poste de combat. Nos armes se mettent elles aussi à cracher leur venin, au hasard, dans la nuit. La fusillade se termine enfin vers 2 h 30.

6 heures

Réveil!

Le clairon sonne!

C'est un calvaire d'entendre cet appel, après une telle nuit. Difficilement, nous abandonnons notre lit; les heures de sommeil perdues pèsent sur nos épaules.

Notre programme est le suivant :

- *La garde, tous les deux ou trois jours;*
- *Les patrouilles de surveillance du réseau;*
- *Les interventions de jour et de nuit;*
- *La surveillance des prisonniers;*
- *La pose des mines, le déminage, les explosifs;*
- *La construction des postes de surveillance, etc.*

Tout cela absorbe la majeure partie de nos journées et nous en ressentons vivement la fatigue.

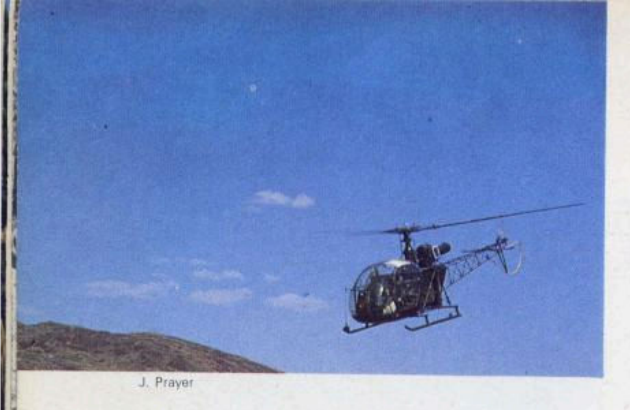
7 heures

Départ d'une section d'intervention, composée d'une trentaine d'hommes. Nous avons pour mission de contrôler les réseaux et de renforcer les brèches provoquées par l'attaque de nuit de l'ennemi. Certains sapeurs, en plus de leur armement, transportent, sur le dos, des caisses de mines, des piquets en fer et des rouleaux de barbelés.

Le groupe marche lentement en direction d'un passage connu de nous seuls, pour la traversée du barrage frontalier. Après une heure de marche environ nous arrivons sur un petit plateau où nous apercevons, comme de longs rubans, les réseaux minés et électrifiés. Le temps d'hiver rend le paysage plus triste encore.

Avec prudence, et le plus délicatement possible, nous franchissons le premier passage, non sans avoir dégagé le piégeage de l'entrée. Puis c'est au tour des autres, évitant un

(Suite page 2067)



J. Prayer

le premier obus est tombé au milieu des femme

***A gauche :* un SE-3130 *Alouette II* s'apprête à se poser. L'*Alouette II*, premier hélicoptère français de grande série, vola pour la première fois en mars 1955. *A droite :* des B-26, bombardiers bimoteurs américains Douglas *Invader*. Remarquable avion de combat, rapide, bien armé, il fut le seul bombardier bimoteur utilisé par la France après 1945.**

avaient des armes – pas moi, malheureusement – ont commencé à tirer.

En même temps que les mitraillettes, les fusils de chasse, les mortiers crachaient le feu, les femmes frappaient dans leurs mains en glapissant et les hommes criaient : « Vive la liberté algérienne ! Plutôt la mort que l'oppression ! »

Bien que jeune et ignorant à l'époque, j'ai tout de suite compris que je n'assistais pas à une bataille, mais à une manifestation politique.

Malgré notre feu, les Français ont essayé à quatre reprises de s'approcher de nous, mais chaque fois ils ont dû se replier. Puis trois chars sont arrivés pour leur servir de boucliers. A l'abri, derrière eux, les soldats ont recommencé à gravir la pente.

Le chef du poste fortifié le plus proche des chars s'appelait Messaoud Ben Tahar. On le reconnaissait facilement car il était borgne. Comme il avait servi dans l'armée française, le chef lui avait confié le mortier récupéré, qu'il connaissait très bien. C'est lui et lui seul qui a réussi à arrêter les trois chars, encore que ne disposant que de treize obus.

Après cette attaque ratée, six avions de chasse sont arrivés. Là, je peux dire que je n'ai pas ri, car j'avais trop peur quand ils piquaient sur nous. Pourtant, ils n'ont pas tiré car les Français étaient trop près.

L'avion mouchard qui tournait au-dessus de notre tête a lancé, lui, une bombe sur un des postes fortifiés, qu'il avait repéré sur les hauteurs. Elle a fait beaucoup de fumée. Les avions de chasse l'ont vue et ont attaqué très facilement le poste ainsi signalé. Ils ont passé plusieurs fois sur lui – mais c'était pour rien, car les fellaghas avaient compris et s'étaient tous enfuis avec les munitions. Quand les avions sont repartis, ils sont revenus à leur poste.

A ce moment sont arrivés des hélicoptères qui ont déposé tout près de nous des soldats en renfort.

Les femmes et les civils ont cessé de crier car ça devenait très chaud.

Pendant trois heures il y a eu tellement d'explosions que mes oreilles en ont été bouchées. Toutes les armes crachaient à la fois.

A 11 heures, un petit hélicoptère a tourné pendant quelque temps autour de la montagne. Il est descendu très bas. Je crois que ça devait être des officiers français qui étaient à bord. On leur a tiré dessus, mais ils sont repartis tranquillement.

Une torche vivante

L'endroit où ils étaient descendus était justement celui où le chef avait caché le gros de ses troupes et toute la population civile.

Au bout d'un quart d'heure, des gros canons ont commencé à l'arroser.

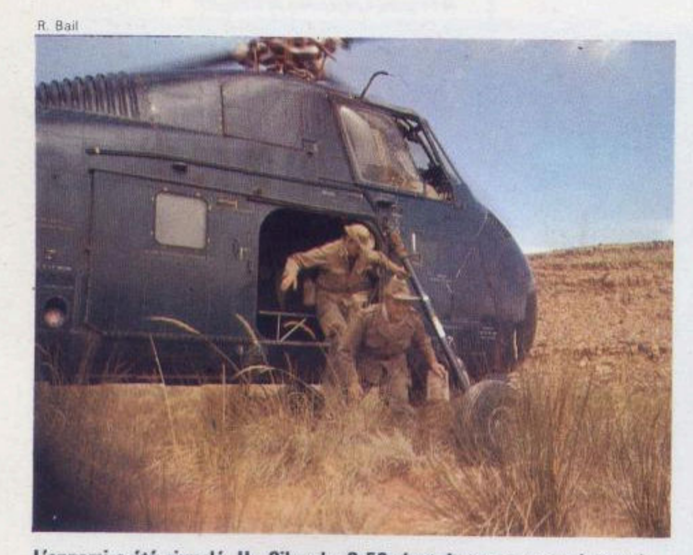
Le premier obus est tombé au milieu des femmes et des enfants et parmi eux, ma tante paternelle, deux jeunes cousines de mon âge, que j'aimais beaucoup, et quatre cousins tout petits. Cela a été affreux. Ils sont tous morts. On m'a raconté qu'on n'a retrouvé aucun de leurs membres arrachés à leurs troncs, tant les obus étaient puissants.

Nous avons reçu l'ordre de nous arrêter de tirer, de nous éparpiller et de nous abriter de notre mieux.

Puis les Français ont dû croire que nous étions morts et ont repris le combat.

Nous nous sommes vite regroupés et quand les soldats se sont avancés, tout le monde a recommencé à tirer.

R. Bail

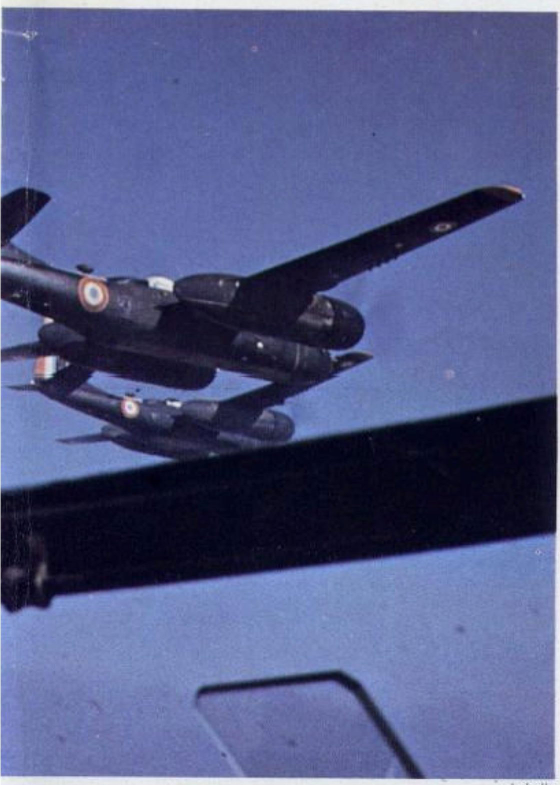


L'ennemi a été signalé. Un Sikorsky S-58 vient de se poser sur le terrain...

Pèlissier



Les hommes jaillissent du « Siko » et courent vers l'objectif. La chasse est commencée...



Lahalle

Un de nos tireurs, c'était un fanatique, se mettait debout avec son Brenn, pour mieux voir les Français. Il criait : « Yahya El-Djezaïr ! » (Vive l'Algérie), et lâchait des rafales sans même viser.

Du côté de Mechta-Ouassaf, des hélicoptères ont déposé de nouveaux soldats, qui se sont éparpillés tout autour de la montagne.

A 17 h 30, juste avant que la nuit tombe, quatre avions ont lâché des bombes au napalm. Cela a été une catastrophe pour les postes fortifiés : beaucoup de civils et même des enfants ont été brûlés; j'ai encore dans les yeux l'image d'une petite fille de six ans qui sortait en courant d'une grotte comme une torche vivante.

Le chef de la kesma est descendu de son promontoire et nous a donné l'ordre de nous préparer à partir. Il n'y avait plus d'autre solution.

La nuit était tombée. Nous nous sommes mis en rang. Il restait environ 800 civils. Les blessés graves ont été abandonnés dans une grotte. Ceux qui pouvaient marcher nous ont suivis.

Le chef a dit : « Nous avons perdu 80 camarades. Nous sommes encerclés, mais j'ai trouvé une issue pour nous sortir de ce guêpier. Surtout ne pas tousser, ne pas faire rouler des cailloux, et vous, les femmes, si l'un de vos enfants pleurait, bourrez-lui la bouche avec un mouchoir ou des chiffons. Nous allons essayer de nous faufiler au milieu de deux postes de guet. Beaucoup vont mourir, mais c'est la seule solution pour que quelques-uns d'entre nous survivent et puissent continuer la lutte. »

En file indienne

Nous sommes partis en file indienne, à quatre mètres les uns des autres. Nous avons marché dix kilomètres avant d'arriver à la ligne d'encerclement. Vingt volontaires se sont avancés. Un soldat français a crié : « Halte ! » Un « rebelle », ancien soldat français, lui a répondu : « Ferme ta gueule, abruti ! » L'autre a dû le prendre pour un copain et n'a rien dit. Nous sommes tous passés.

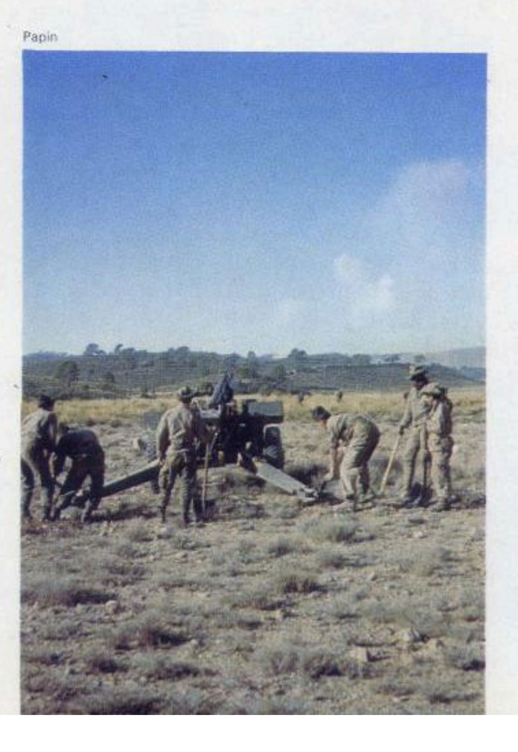
Nous avons marché pendant des heures avant d'arriver à une mechta. Nous avons réveillé les paysans qui nous ont donné à manger : une cuillère de semoule par personne. Nous avons traversé le lit d'un oued et avons enfin atteint le djebel de Sidi-Maarof, où nous avons rejoint un autre groupe de l'A.L.N. qui nous a pris en charge.

A 8 heures, tout le monde était debout. Nous avons eu à manger et du café. On nous a donné une cigarette pour trois hommes. Les femmes, les enfants et les blessés ont été amenés dans des villages voisins.

A 11 h 30, un grand chef est arrivé. Il s'appelait Chikh Salah. Il nous a félicités vivement tout en déplorant les pertes que nous avions subies. Il a dit : « C'est la guerre. » **H**

D'après Namous RACHID

Papin



Canon de campagne américain de calibre 105 mm. Dès l'automne de 1958, l'A.L.N. avait fait l'objet d'un traitement énergique visant à sa destruction. Mais sa destruction était lente bien que, globalement, le potentiel de l'A.L.N. de l'intérieur fût en diminution.



Coll. particulière

Une région sauvage, d'une grandiose beauté.

Un jour dans la vie...

(Suite de la page 2065)

fil-piège à gauche, posant le pied sur une grosse pierre à droite; hésitant à enjamber les fils nylon tendus d'une mine à l'autre; les mines se trouvent partout autour de nous; leurs têtes de métal, impressionnantes, se dressent de toutes parts et nous fascinent.

La colonne s'étire peu à peu; les premiers arrivés, côté Maroc, se regroupent pour prendre la direction du sud. Un deuxième groupe se forme (dont je fais partie), prenant la direction du nord. Nous progressons bientôt le long d'une crête escarpée. Le brouillard nous enveloppe. Nous sommes isolés, sans radio, séparés de l'Algérie : seul le réseau nous guide dans la brume. Nul ne parle. A notre gauche, des ravins, à notre droite, l'interminable haie de barbelés !

Parfois, nous découvrons une brèche provoquée par les explosifs F.L.N., leurs tirs de mortiers ou même par nos mines. Nous nous arrêtons et renforçons le barbelé en pratiquant une bretelle (on entoure la partie détruite d'un petit réseau de barbelé simple, puis on mine l'intérieur et le piège avec des fils de nylon tendus d'une mine à l'autre ou aux barbelés), ensuite on démine, on remine, on piège, puis on arme et l'on va plus loin.

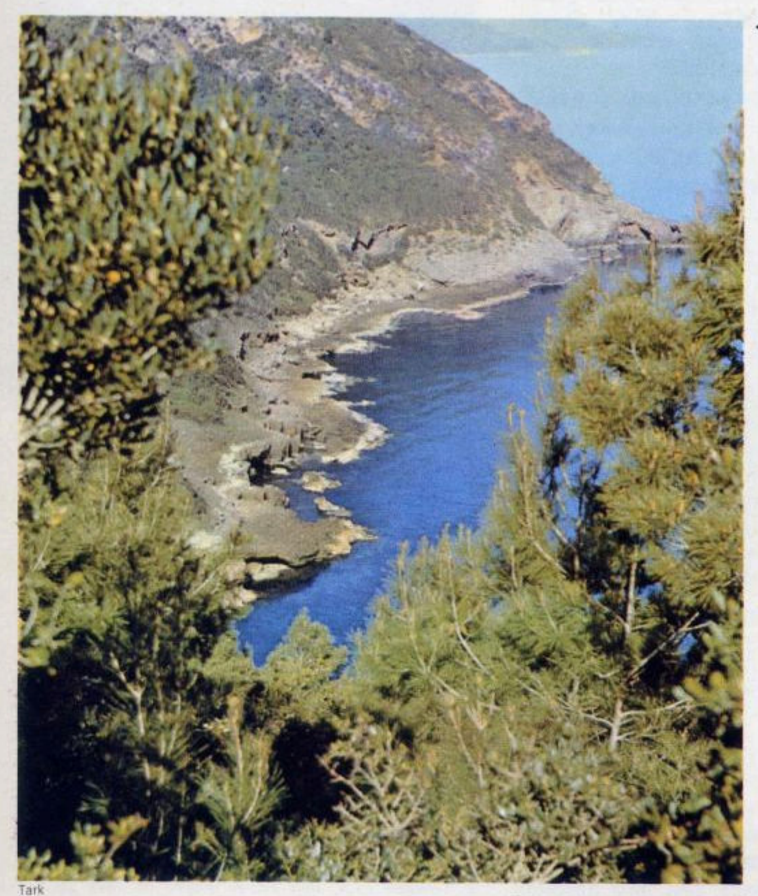
Pendant un moment, je marche à l'arrière de la patrouille : il m'a semblé apercevoir deux formes humaines étendues sur la neige. J'arrête le groupe. En effet, deux combattants du F.L.N. sont étendus, sans vie; plus loin, nous en découvrons d'autres. Il faut faire vite (au moment de la tentative de passage Maroc-Algérie, des hommes du F.L.N. étaient placés en tête de groupe et avaient pour mission de pratiquer des brèches dans le barbelé à l'aide de longs tubes de fer bourrés d'explosifs et à l'intérieur desquels se trouvait un détendeur et une mèche lente. Au signal de l'attaque générale, ils jetaient les tubes, appelés bangalores, *à plat dans le réseau. Mais si la mèche lente était trop courte, ou que l'homme perdît son sang-froid, il était alors déchiqueté).*

Le secteur devient macabre et dangereux. Mais nous devons accomplir notre tâche jusqu'au bout afin d'éviter d'éventuels passages, la nuit suivante.

Nous installons les dernières mines que nous armons aussitôt; les goupilles de sécurité des « bondissantes » sont enlevées prestement. Nos guetteurs, postés aux alentours, signalent, au loin, l'arrivée d'un important groupe d'hommes. Ils n'en distinguent pas nettement le nombre, car le brouillard les masque en partie. Nous devons aller de plus en plus vite à présent, car si un accrochage se produisait, nous serions perdus; les secours ne pourraient jamais arriver à temps. Nous abandonnons donc le travail, et c'est d'une marche silencieuse et rapide que nous effectuons le retour. Nous ne sentons plus notre fatigue; les quelques kilomètres jusqu'au passage sont franchis en un temps record. Et nous voici, enfin, de nouveau en Algérie, rassurés et peut-être sauvés pour ce jour encore.

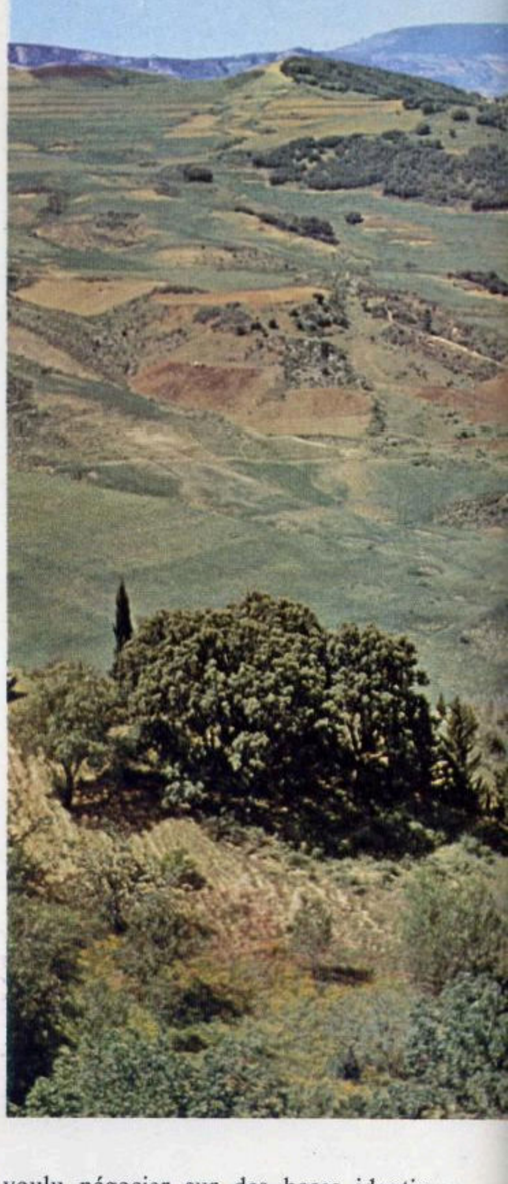
Il est 12 h 30.

EN WILAYA 4 : C'EST L'ENFER



Tark

◄ Le cap Carbon, près de Bougie, zone 3 de la wilaya 3. En 1958, cette wilaya avait été ravagée par l'épidémie de « bleuite » et le colonel Amirouche, dès l'été, avait écrit à Si M'hamed lettre sur lettre pour lui communiquer les « révélations » arrachées sous d'atroces tortures...



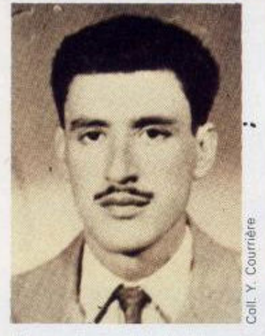
... Son obsession de la trahison avait fini par se communiquer à la wilaya 4 qui, à son tour, se lança dans une terrible campagne d'épuration. Au printemps de 1959, Si M'hamed disparut et le G.P.R.A. laissera planer sur sa mort un silence inhabituel. *A droite :* un paysage de l'Algérois. ►

JUIN 1959. La belle harmonie, les solides structures, l'efficacité et aussi la grande implantation de la wilaya 4 étaient battues en brèche.

A la suite de la wilaya 3, la contagieuse « bleuite » atteignit le maquis de l'Algérois.

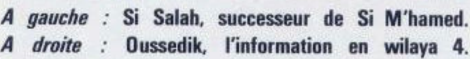
Au djebel Tsameur, les colonels de l'A.L.N. avaient, comme on sait, décidé de nettoyer leurs régions respectives de tout élément « trouble » et surtout de se méfier des étudiants et des intellectuels qui les avaient rejoints. L'un d'eux, Haoutia Hocine, dit Khaled, étudiant, vingt-sept ans, lieutenant politique de la zone 3, fut accusé d'avoir accompli un travail fractionnel au sein de la wilaya 4. Il aurait (selon ses accusateurs) propagé l'idée que la poursuite de la guerre devenait inutile et qu'il convenait de trouver, avec la France, « une solution qui se situât entre l'indépendance et le *statu quo* », et on le soupçonnait d'avoir voulu éliminer Si M'hamed, le patron de la wilaya.

Le lieutenant Khaled aurait trouvé des complices parmi les étudiants combattants qui, comme lui-même, n'ayant pas



Coll. Y. Courrière

Coll. R. Noël



A gauche : Si Salah, successeur de Si M'hamed. *A droite :* Oussedik, l'information en wilaya 4.

accédé à un grade supérieur, en avaient conçu un grand dépit et ne se privaient plus de critiquer les méthodes des officiers. Agé de vingt-quatre ans, Laribi était de ceux-là; sa devise était : « Renversons la situation! Les jeunes au pouvoir! » Lui aussi pensait que la guerre avait trop duré et qu'il fallait négocier un cessez-le-feu directement avec la France.

On remarquera que le destin, en l'occurrence, fut assez étrange : la vie fut ôtée à ceux-ci par ceux-là qui, plus tard, périrent de la même façon pour avoir voulu négocier sur des bases identiques avec de Gaulle!

Donc, à l'instar d'Amirouche, Si M'hamed nettoya sa wilaya. La « bleuite » et l'« espionnite » débouchèrent, en un terrible engrenage, sur des purges cruelles et sanglantes. C'est journellement et par centaines que des *djounoud* furent exécutés.

Apprenant la mort d'Amirouche, l'état-major de la wilaya 4 fit courir le bruit que sa mort ne pouvait être due... qu'à la trahison de certains membres du G.P.R.A. qui auraient volontairement omis de le prévenir que le code qu'il employait pour indiquer par radio son arrivée et le parcours qu'il allait emprunter était « brûlé » depuis longtemps!

Dans la confusion qui régnait à cette époque, cette énorme fable trouva des oreilles crédules. Pour ajouter encore au désordre Si M'hamed avait disparu au cours d'une opération au début du mois de mai 1959. Les Français n'avaient pas annoncé sa prise ni sa mort et toutes les recherches qu'effectuait la wilaya 4 étaient vaines.

La disparition mystérieuse de leur chef renforçait la conviction de la fraction

paysanne de l'A.L.N. qu'il avait été liquidé par des intellectuels de la wilaya. D'où un accroissement des purges, c'est-à-dire des liquidations. Le successeur de Si M'hamed fut Si Salah qui, pour remplacer les « absents » de son état-major, désigna Si Mohamed, le docteur Yahia, neveu d'Abderrahmane Farès, et Boualem Oussedik, celui-ci nommé responsable de l'information avec autorité suprême sur tous les commissaires politiques.

Le nouveau chef dut faire face à une situation dégradée dans tous les domaines. Depuis deux mois, les combats faisaient rage et il y avait quelque chose de changé dans la tactique française.

Ayant remplacé Salan, Challe multipliait les commandos légers et les patrouilles de nuit. Le « plan Challe » consistait à déclencher de nombreuses opérations sur tout le territoire algérien. Mais, lorsqu'un endroit était « nettoyé », l'armée ne s'en retirait plus purement et simplement comme par le passé. Des supplétifs et des troupes de quadrillage demeuraient en surveillance et refoulaient les *djounoud* vers le barrage électrifié de l'est.

En un seul mois, le général Challe parvint à faire passer le nombre de groupes d'autodéfense de 577 à 1 117. Le ralliement d'Ali Hambli et de son bataillon facilita les choses!

Lorsque les combats cessaient, les *djounoud* pensaient toujours pouvoir reprendre leur souffle, se ravitailler, se réorganiser. Mais, décidément, l'adversaire s'en tenait à ses nouvelles méthodes : les soldats français occupaient désormais en permanence les sources de ravitaillement et contrôlaient tous les points d'eau.

Depuis le début de l'offensive Challe, les pertes de l'Armée de libération s'élevaient à 2 000 hommes. Ce qui faisait dire au général Challe qu' « il pouvait y avoir une solution militaire à l'affaire algérienne ». Et, à cet effet, se succédèrent des opérations de très grande envergure : « Couronne », « Étincelle », « Jumelles » et « Pierres-Précieuses ».

La longue agonie

Un dicton arabe dit « Es-tu assez fort ou assez faible pour être clément ? » Pour de Gaulle, sans doute étaient-ce les rapports militaires sur la « pacification » qui l'amenèrent, le 13 janvier, à faire libérer 7 000 Algériens, à gracier tous les condamnés à mort (dont la peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité), à supprimer le régime de résidence surveillée auquel était soumis Messali Hadj, qui put dès lors circuler librement en métropole, à transférer les leaders du F.L.N. de la prison de la Santé dans une enceinte fortifiée... ce qui en faisait des prisonniers de guerre et non de droit commun...

Aucune de ces mesures, à vrai dire, ne fut très populaire au sein de l'armée française, mais la dernière inquiétait plus que les autres. N'avait-elle pas été décidée pour faciliter une prise de contact, puis une négociation avec le F.L.N.?

Un porte-parole du G.P.R.A. avait déclaré, le 8 mars : « Nous, les Algériens, nous n'avons pas la prétention de gagner la guerre. Nous entendons tout simplement gagner la paix, et voulons démontrer au monde que ce n'est pas la France qui peut gagner la guerre. »

C'est sous ce double éclairage qu'il faut examiner les crises des wilayas et

(Suite page 2072)



Le ralliement d'Ali Hambli, responsable du djebel Sidi-Ahmed, et de tous ses hommes fut un rude coup pour l'A.L.N. Pourchassé par un bataillon de l'A.L.N., il s'était rendu à un élément du 3e hussards.





L'armée protège les moissons. La production de blé dur, pour la campagne 1957/1958, fut de 840 milliers de tonnes, celle de blé tendre de 320, celle d'orge de 720 milliers de tonnes.



◄ A la mi-avril, Challe déclenche l'opération « Courroie », dans l'Algérois. Puis c'est l'opération « Étincelle », dans le Hodna. Enfin, il attaque la Kabylie. Les pertes subies par l'A.L.N. sont très élevées et les *djounoud* ne luttent plus que pour ne pas succomber. Ici, des maquisards se terrent dans une grotte. De nombreux blessés mourront faute de soins.



lutter, ce n'était plus, pour les "djounoud" dresser des embuscades, c'était survivre

(Suite de la page 2069)

singulièrement celle de la wilaya 4. D'un côté, les combattants voyaient bien que les maquis étaient étouffés ou peu s'en fallait, mais aussi, de toute évidence, leur combat n'avait pas été inutile même s'il n'était pas encore victorieux.

Les troubles de conscience que l'on constatait chez certains combattants algériens se retrouvaient dans l'armée française.

A la mi-avril, dans une déclaration télévisée, Michel Debré affirmait : « Pacifier, épanouir l'Algérie, c'est certainement notre plus grande tâche. Je redis la résolution du gouvernement que l'on ne peut pas séparer l'Algérie de la France, et que nous ne les séparerons pas! »

Alors, était-ce l'Algérie française? De Gaulle allait-il être aussi clair que son premier ministre? Pas tout à fait : au cours de sa conférence de presse, il dit son doute d'une paix rapide « sur l'Algérie déchirée », ne pensant pas qu' « il suffit, au plus fort de la fièvre obsidionale, de crier tel slogan contre tel autre slogan pour que toutes les raisons intérieures et extérieures de la guerre disparussent comme par enchantement ». Et enfin cette phrase, qu'on peut relire maintenant en imaginant comment elle pouvait être reçue par les belligérants : « Poursuivre la pacification où l'Algérie trouvera sa nouvelle personnalité. »

Il est parfaitement concevable que des combattants algériens, laissés par le G.P.R.A. dans une parfaite ignorance de sa stratégie à long terme, aient sincèrement pensé que cette « nouvelle personnalité » signifiait l'indépendance à terme, soit que de Gaulle y crût tout en désirant ménager les ultras, soit qu'elle fût inéluctable.

Un « complot » avait donc pu se former autour de ces idées et ses participants avaient été liquidés, par Si M'hamed d'abord, par Si Salah ensuite. Ce dernier reconnut, dans un rapport envoyé au G.P.R.A., qu'il avait personnellement fait interroger, juger et exécuter 312 *djounoud*, 54 sous-officiers et 20 officiers. La plupart n'avaient pas participé à d'authentiques complots, mais les services spéciaux de l'armée française étaient parvenus à intoxiquer l'état-major de la wilaya 4 après celui de la 3.

Pendant et après ces purges, les maquisards traversèrent les pires moments. Lutter, ce n'était plus attaquer, dresser des embuscades, endoctriner la population. C'était survivre. Obligés de se cacher

Les maquisards malades de la bleuite : discorde, comp



◄ La wilaya 4 connaîtra huit colonels : Rabah Bitat, Omar Ouamrane, Dehilès Slimane, Laskri Amara, puis le Kabyle Chérif, Si M'hamed *(photo)*, Si Salah et enfin Si Mohamed. Si M'hamed, après Amirouche, succomba à l'espionnite qui avait hanté son collègue de la wilaya 3.

Si M'hamed (1) a été exécuté dans l'Ouarsenis, exactement au douar El-Meddad, près de Teniet-el-Haad. Son assassin n'est autre que le lieutenant de la zone 3, Si Rachid (Rachid Ben Youssef), beau-frère de l'ex-commandant R.L. de la wilaya, Si Taïeb, alias Oussedik Omar. Si Rachid lui-même fut exécuté par la suite par le capitaine Si Mohamed sur l'ordre du commandant Si Lakhdar. Je peux affirmer aussi qu'un complot organisé par Si Taïeb et presque tous les cadres politiques de la wilaya contre Si M'hamed et le conseil de la wilaya 4 a bien existé.

Si Djaffar, aspirant politique de la région de Miliana, contacté par son chef direct, le lieutenant Si Khaled [illegible] Abdelkader, ex-élève de la médersa d'Alger et ami d'Amara Rachid, un adjoint d'Abane, prit peur et, sous la torture (supplice dit de l'hélicoptère), avoua en dénonçant tous les comploteurs de sa zone et les responsables du complot au sein des autres zones.

Si M'hamed prit alors la décision d'envoyer Si Taïeb en Tunisie, escorté de Si Abdelaziz et de Si Azzedine, à qui il remit pour le G.P.R.A. et pour Boumediene (alors chef d'état-major de l'A.L.N.) un rapport dénonçant les activités d'Oussedik. Je crois savoir que ce rapport ne parvint jamais à destination, Abdelaziz et Azzedine n'y croyant pas. Si Taïeb parti, Si M'hamed chargea le capitaine Si Mohamed et le capitaine Si Hassène (Khatib Youssef) d'arrêter tous les suspects, de les interroger et de les exécuter. Si M'hamed assista en personne au supplice et à l'exécution de Si Khaled, achevé d'une balle dans la tête par son ex-ami et adjoint Si Djaffar. Ce dernier, d'ailleurs, fut exécuté lui-même quelques semaines après par Si Hassène.

Par un agent de liaison, Si Rachid apprit alors ce qui se passait dans la zone 4 et le départ de son beau-frère Si Taïeb pour la Tunisie. Il entra dans une rage folle et com

(1) N.D.L.R. — En fait, Si M'hamed [illegible]



◄ Débarquement en Algérie. Les succès qu'a obtenus Challe dépassent les prévisions : en Oranie, les rebelles ont perdu 50 % de leurs effectifs ; dans l'Algérois, plus de 40 % ; dans le Hodna, 50 % aussi. Après chaque opération, la pacification commence.

Pochard

pendant la journée, les combattants, par petits groupes, se rendaient la nuit dans les rares villages qui voulaient et qui pouvaient encore leur apporter une aide entre deux opérations « rouleau compresseur » du plan Challe.

De nombreux maquisards blessés succombèrent faute de médicaments.

Pour témoigner de cette situation dramatique, Boualem Oussedik, à la tête d'un petit commando, décida d'enlever trois pères blancs qu'il estimait « honnêtes et pas racistes », et de leur montrer la réalité des maquis et l'étendue de la répression. Partageant pendant quelques jours la vie des *djounoud*, se cachant comme eux pendant les bombardements, les trois ecclésiastiques virent la longue agonie des brûlés au napalm et, d'une façon générale, purent apprécier les méthodes de la « pacification ». Lorsqu'il estima que les pères en avaient assez vu, Boualem Oussedik les fit libérer dans l'espoir « qu'ils témoigneraient utilement ».

Et les purges continuèrent à décimer la wilaya. On parla d'un nouveau « complot », mené, cette fois, par Omar Oussedik, dit Si Taïeb (1), oncle de Boualem. Les purges redoublant, ce dernier vit ses meilleurs amis soupçonnés, arrêtés, et, les mains liées derrière le dos, affreusement torturés.

Près de Tigrine

Boualem Oussedik dut la vie sauve à une initiative de Si Salah qui le chargea de se rendre à Tunis afin de connaître les réactions de la direction extérieure au rapport qu'il lui avait envoyé concernant le drame de sa wilaya. Il voulait aussi savoir où le G.P.R.A. menait réellement la révolution.

Exténué par la vie qu'il avait menée pendant de longs mois, les nerfs brisés, Boualem Oussedik entreprit, fin juin, sa longue marche vers la Tunisie *via* la Kabylie. Il comptait faire halte dans la forêt de l'Akfadou, P.C. de la wilaya 3, qu'il pensait atteindre le 21 juillet. Il ignorait que c'était précisément le jour qu'avait fixé le général Challe pour donner le coup d'envoi de la terrible opération « Jumelles ».

(1) La nomination d'Omar Oussedik à un poste de grande responsabilité au G.P.R.A. mit fin à cette accusation.

torture, règlements de comptes et condamnations à mort... sans appel

mença par tuer le lieutenant Si Ahmed (Ali Haïmoud Ahmed), oreille de Si M'hamed en zone 3, et décida de brusquer l'issue du complot avec les cadres de sa propre zone. Prétextant une affaire grave à régler, il attira Si M'hamed au douar El-Meddad et le tua de deux balles de carabine dans la tête. Si Lakhdar, qui était en inspection dans la région, l'apprit sur l'heure. Il fit arrêter Si Rachid et les cadres politiques présents par les hommes de la katiba Hamidia. Il fit juger sur place Si Rachid par un conseil de guerre composé des capitaines Si Mohamed et Si Hassène, appelés d'urgence, de l'aspirant Si Noureddine, chef de la katiba Hamidia. Si Rachid fut condamné à mort et égorgé, quelques instants après, par Si Belabbès, l'exécuteur des hautes œuvres de la zone.

Devant l'ampleur du complot, Si Mohamed et Si Hassène décidèrent d'arrêter et d'exécuter tous les cadres politiques à tous les échelons, surtout s'ils étaient d'anciens étudiants. Heureusement pour eux, quelques-uns se rallièrent à l'armée française juste à temps pour échapper au supplice.

Ainsi furent torturés et lâchement assassinés des jeunes gens qui n'avaient commis d'autre crime que celui d'aimer leur pays et d'essayer de soulager leur peuple de la misère et des atrocités de la guerre en concluant avec l'armée française un accord honorable où il n'y aurait ni vaincus ni vainqueurs et où dans une paix retrouvée, ils travailleraient pour le salut d'un pays cher à tous. Ainsi furent lâchement assassinés de jeunes espoirs d'une Algérie meurtrie et parmi eux, plusieurs amis d'enfance et de maquis : Nedjaï Abdelkader, Alhili Imaïn, Oukil Abdelhamid, Rezkallah Abdelhamid, Ali Amara, Kelia Abdelkader, Kateb Ahmed et tant d'autres encore que je ne pourrais malheureusement citer.

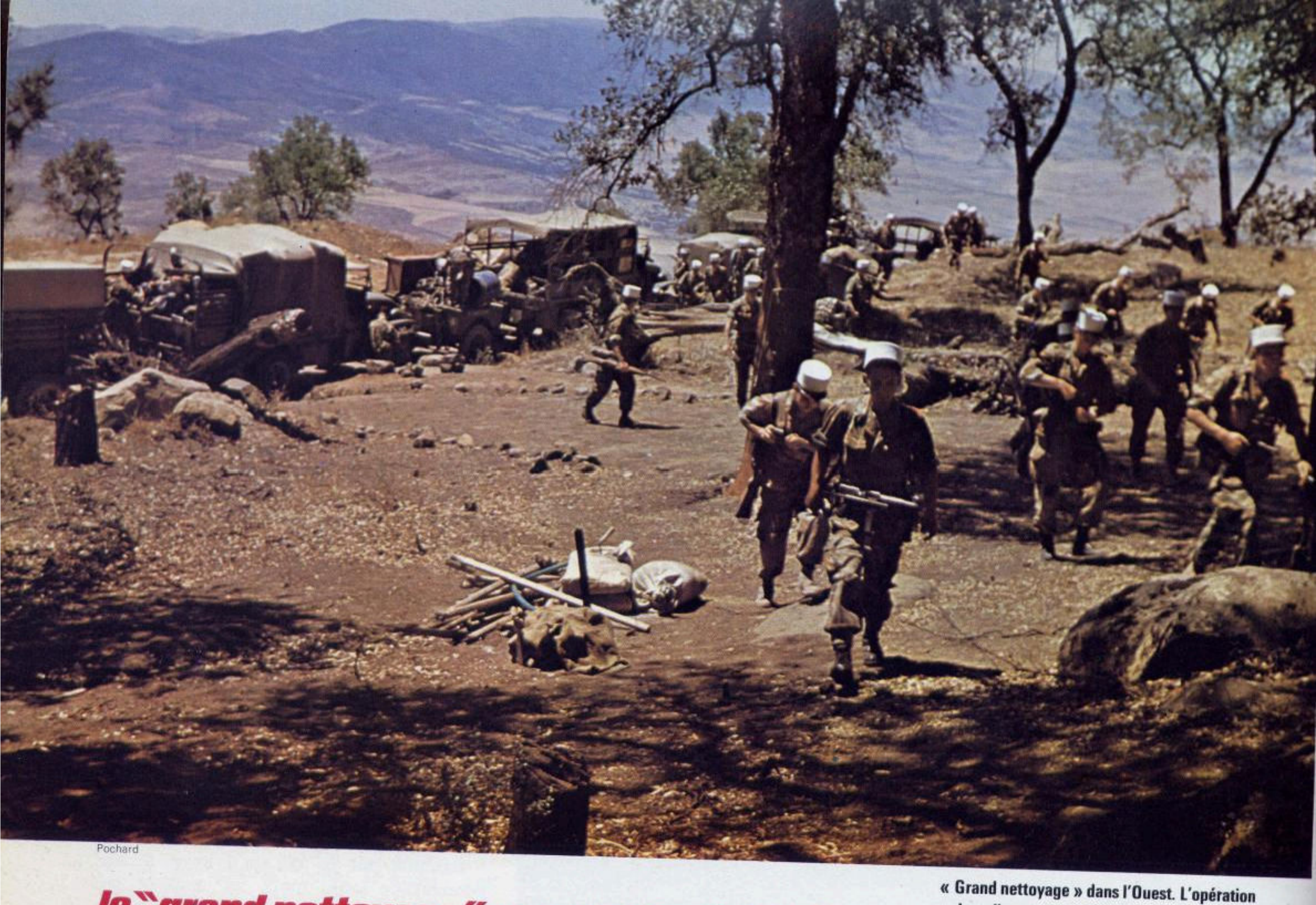
Souvenez-vous. Dès le cessez-le-feu, alors qu'Omar Oussedik et Si Azzedine étaient nommés par le G.P.R.A. à la tête de la zone autonome d'Alger, l'ex-capitaine Si Hassène, devenu colonel de la wilaya 4, protesta contre la nomination d'Oussedik, qu'il accusa en public de trahison. Souvenez-vous aussi, dès l'indépendance, les hommes de la wilaya 4 s'emparèrent d'Alger et la première chose que fit Si Hassène fut d'arrêter Si Taïeb (Oussedik) et de le faire incarcérer à la prison de Blida.

Je ne sais comment Si Taïeb échappa à la mort, mais je pense qu'une fois en Tunisie il a dû tourner complètement casaque, se souciant fort peu de ce qui pouvait arriver à ses anciens amis et subordonnés qu'il a si honteusement trahis et envoyés à la mort.

Si Taïeb fut un grand politique ; ne fut-il pas un des leaders inconstestés du parti communiste algérien avec ses amis Larbi Bouhali et Guenoudj ?

Ces derniers temps, il était ambassadeur du gouvernement Boumediene à Moscou. Je crois que cela veut tout dire. Oubliés, les jeunes commissaires morts pour avoir cru en lui. Il n'y pense peut-être plus du tout. Mais les mères et les femmes de ces jeunes, elles y pensent !

HAMID



Pochard

« Grand nettoyage » dans l'Ouest. L'opération « Jumelles » est placée aux ordres directs du commandant en chef parce qu'elle se situe à cheval sur deux corps d'armée : ceux d'Alger et de Constantine.

le "grand nettoyage" commença et 6 000 "djounoud" durent se terrer dans des caches

Peu de semaines auparavant, les maquisards de la wilaya 3 évoluaient à l'aise dans leur région, aussi bien de jour que de nuit, n'ayant qu'à surveiller dans le ciel l'éventuel avion d'observation qui aurait pu les repérer. D'un jour à l'autre, les 6 000 *djounoud* durent se terrer dans des caches au centre d'un triangle Bougie - Port-Gueydon - forêt de l'Akfadou. Le jour de son arrivée, ne s'attendant certes pas à tant de difficultés, Boualem Oussedik eut grand-peine à trouver l'état-major au fond d'une cache, près du village de Tigrine. Mohand Ou el-Hadj, qui avait pris le commandement après la mort du colonel Amirouche, l'informa des nouvelles et redoutables difficultés auxquelles il avait à faire face. Le jeune commissaire politique croyait bien avoir connu l'enfer dans sa wilaya, mais en écoutant le récit du colonel, il comprit que le général Challe consacrait le principal de ses forces à la Kabylie. Les deux hommes, exténués, poursuivaient leur conversation à voix basse lorsque, tout à coup, le tonnerre s'abattit sur eux. Ce n'était que le prélude de l'opération. Les deux hommes réalisèrent bientôt que « Jumelles » ne ressemblait pas aux précédentes...

Melet/Paris-Match

Mohand Ou el-Hadj : dernier chef de la wilaya 3.

En effet! Aux 15 000 soldats du secteur Challe avait adjoint 25 000 hommes galvanisés par leurs précédents succès dans l'Ouest algérien. Fantassins, blindés, aviation et même un débarquement maritime au cap Sigli, entre Bougie et Port-Gueydon, participèrent au « grand nettoyage ». Bombardements, canonnades, pilonnages d'artillerie. Et le feu, le feu partout! Pendant cinq semaines! Les troupes de l'A.L.N. furent détruites à 40 %. La population était terrorisée. Les combattants survivants n'eurent devant eux qu'une solution : se terrer. Mille fois, Mohand Ou el-Hadj et Boualem Oussedik crurent que c'était là, dans ce trou, que prendrait fin la guerre avec leur vie.

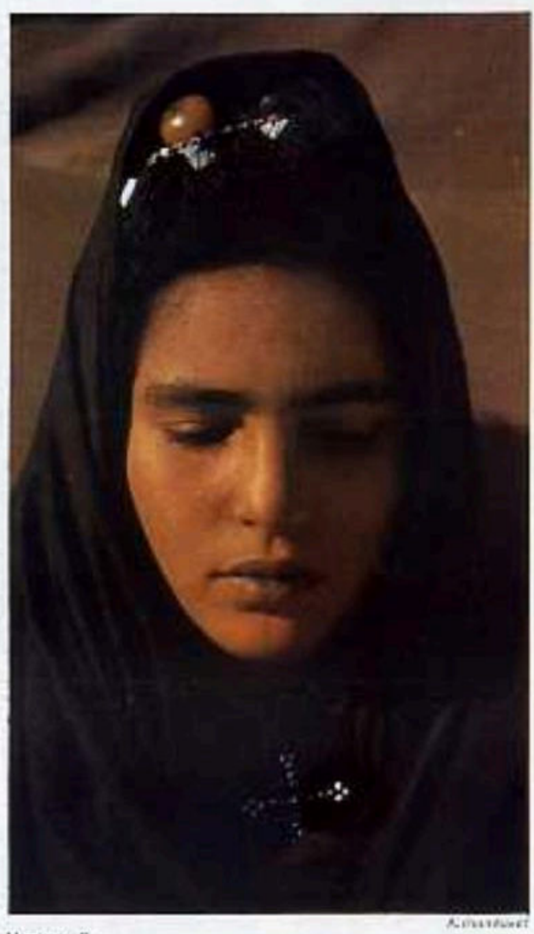
Il ne devait pas en être ainsi. Si dure, si impitoyable qu'elle fût, l'opération « Jumelles » s'acheva épargnant, miraculeusement, le colonel et le commissaire politique. Épuisé mais vivant, Boualem Oussedik se trouvait en piteux état. Déjà malade en quittant l'Algérois, il dut se traîner, quasi moribond, blessé à une jambe, jusqu'à Tunis qu'il atteignit après un « voyage au bout de la nuit ».

Devant le G.P.R.A., il fit le rapport dont l'avait chargé son chef et raconta son odyssée. Pour lui, la seule solution était de forcer à tout prix le barrage électrifié afin de secourir les maquis asphyxiés ou si près de l'être.

Mais cela était un tout autre problème auquel le G.P.R.A. ne devait jamais trouver de solution. H

François RIVES

LES TRIBULATIONS D'UN SAHARIEN

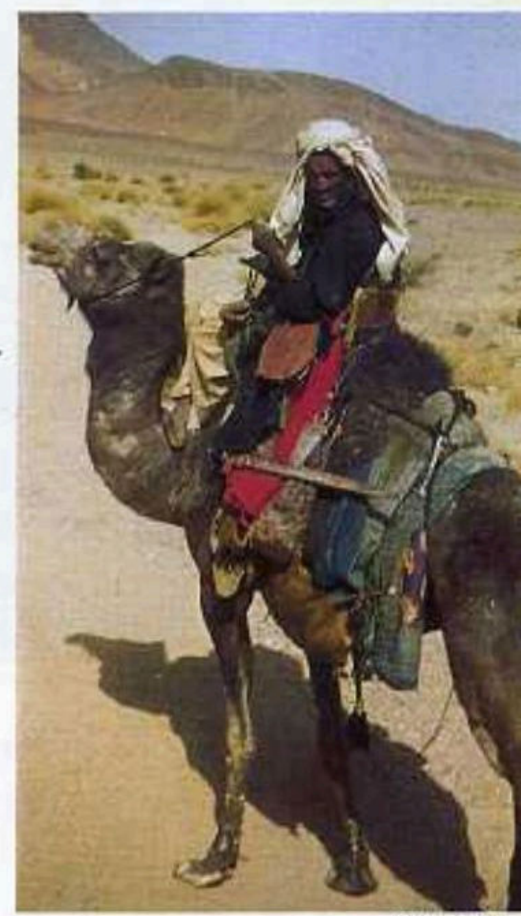


Marguerite Sy

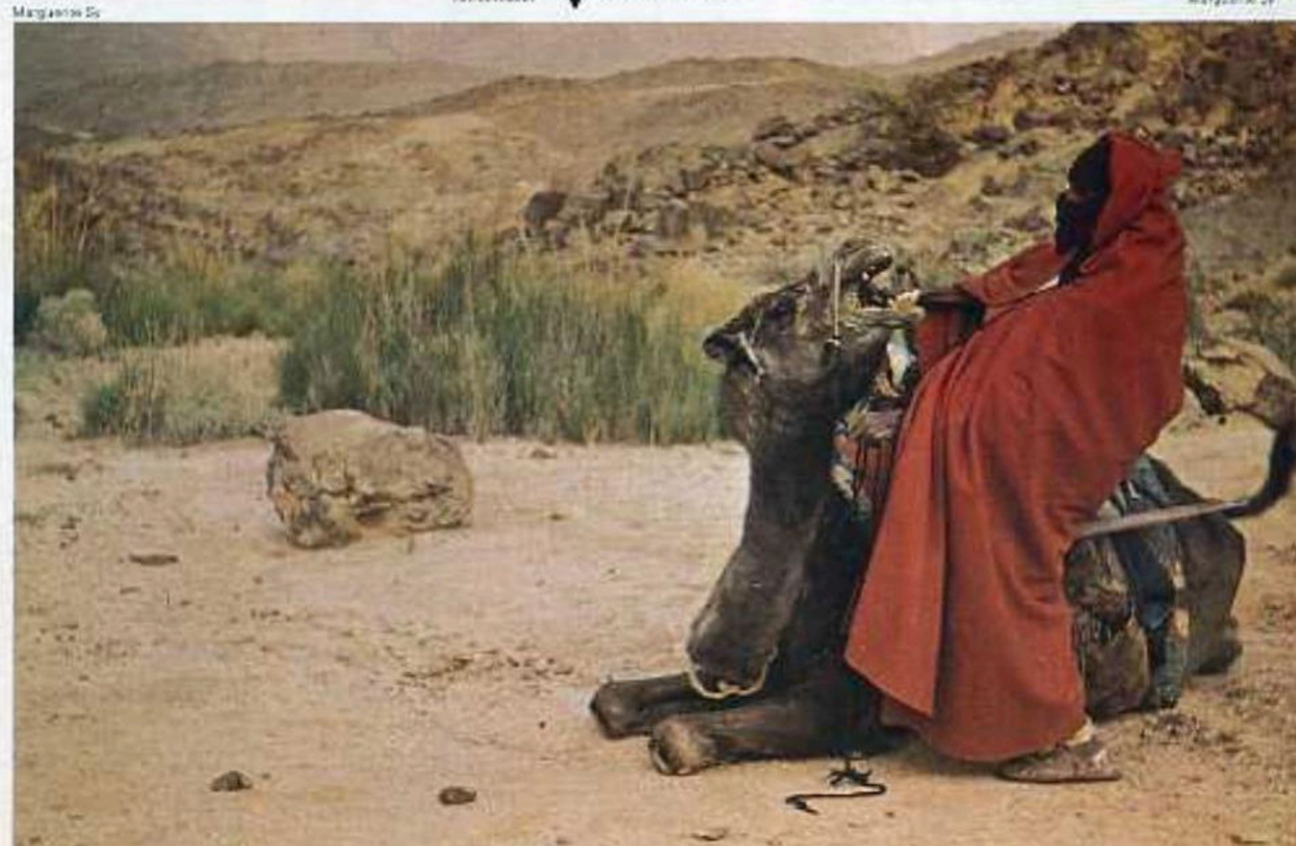
◀ Les grands nomades appartiennent à deux groupes : les Arabes et les Berbères, et particulièrement les Touareg. Leurs femmes sont souvent d'une grande beauté, comme on peut voir.

Le Targui Akokomas, ▶ dont le nom signifie Pigeon. Le Targui parle berbère, qu'il est seul à écrire, porte le voile, épargne le lézard qu'il considère comme notre...

... « oncle maternel », garde des traces évidentes du matriarcat. Le Hoggar est sa citadelle mais il a des antennes vers le Soudan par l'Adrar des Iforas, l'Aïr et le coude du Niger. ▼



Marguerite Sy





Marthe

◄ « Marché » en plein désert. Les oasis du Sahara sont peuplées surtout de *harratin*, cultivateurs noirs, métayers, qui, probablement, descendent soit des sédentaires de Nigritie des premiers siècles, soit d'ancêtres soudanais, dont ils ont d'ailleurs gardé le souvenir, amenés en tant qu'esclaves.



1957 fut pour le F.L.N. ► l'année des entreprises sahariennes. Bourguiba ayant interdit l'accès du Sahara tunisien aux maquisards, la pénétration des territoires du Sud se fit par la Libye. Mais le commandement français mit fin rapidement à ces entreprises. Ici, le 3e R.P.C., parachuté près de Timimoun.

l'organisation extérieure du F.L.N. venait de décider l'ouverture d'un front au Sahara

Du plus loin qu'il me souvienne, je me vois, durement secoué sur un chameau, parcourant avec mon père la hamada d'Ouargla à Djanet. Mon père, installé à Ouargla, faisait le commerce de selles targuies.

A vingt ans, je m'engage à la compagnie saharienne. Pendant quinze ans, je parcourrai, au hasard des nomadisations, les Oasis, d'Ouargla à El-Goléa, le Tassili, de Djanet à Tamanrasset, le Grand Erg, de Touggourt à Ghadamès.

J'ai pris ma retraite de sous-officier à Sebha, au Fezzan, alors occupé, en 1950, par des troupes françaises et qu'on appelait aussi Fort-Leclerc. J'ai acheté quelques centaines de palmiers et une femme, qui m'a donné trois enfants.

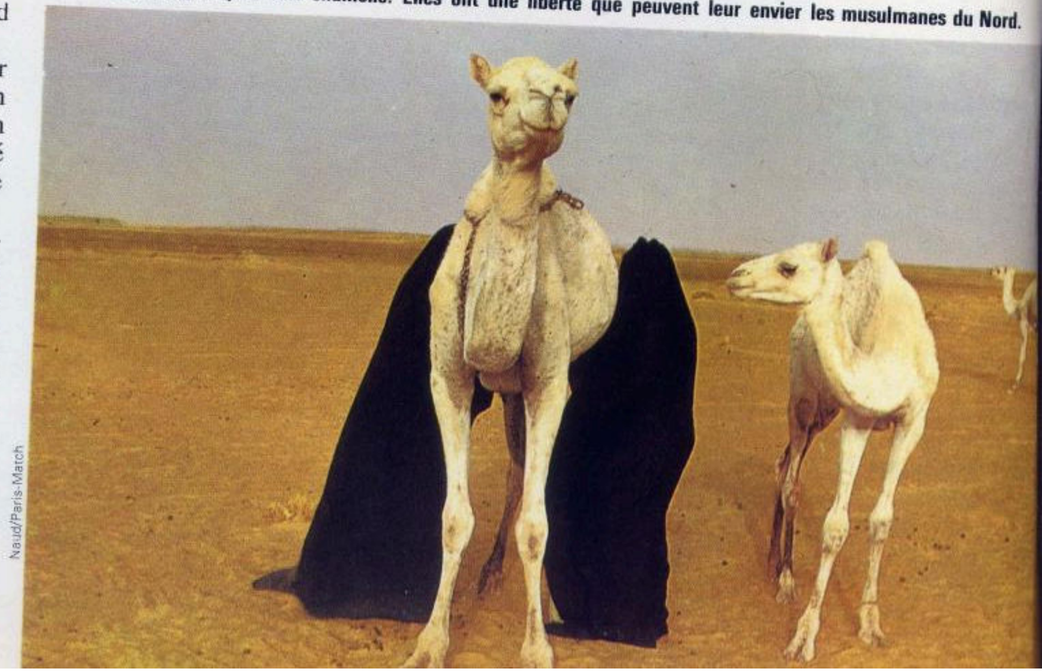
[*L'écho des événements d'Algérie parvient très amorti dans les palmeraies du sud de la Libye ; les Fezzanais s'en désintéressent et les rares Algériens vivant dans l'oasis de Sebha entretiennent d'excellentes relations avec les quelques militaires français encore présents : médecins, infirmiers, radios...*]

En octobre 1957, je loue un camion pour transporter à Ghat des cuirs travaillés par les Ajjer. Le convoi est intercepté à Esseyen, en territoire libyen, par une trentaine d'Algériens et de Touareg armés. C'est la première fois que je vois des fellaghas ; ils incendient les véhicules, assassinent d'une balle dans la nuque un sous-officier français qui nous accompagnait et emmènent tous les musulmans dans un camp, près de Ghat, où nous sommes enfermés sous la garde de policiers libyens.

La nuit qui suivra notre capture, le camp sera réveillé par une fusillade : on se bat du côté d'Esseyen ; un policier libyen alerte nos gardiens, des légionnaires ont attaqué Esseyen et se dirigent vers Ghat ; le *moutassarif* (1) s'est enfui. Nos gardiens disparaissent. Les rebelles nous embarquent dans un camion. Profitant de la confusion et de l'obscurité,

(1) Administrateur libyen.

Femmes touareg trayant une chamelle. Elles ont une liberté que peuvent leur envier les musulmanes du Nord.



Naud/Paris-Match



M. Flament

plusieurs prisonniers s'échappent. Convaincu que les Libyens me feront libérer, je reste, ainsi qu'un ami, Moulay Ali, un Algérien comme moi, installé depuis longtemps à Sebha.

Dans la nuit, les rebelles nous conduisent à Ouett, à une vingtaine de kilomètres de Ghat.

Si la légion s'était engagée plus profondément en territoire libyen, elle eût réalisé un magnifique coup de filet. A Ouett se trouvaient, en effet, une centaine d'Algériens commandés par un ancien officier de l'armée française : Idir Mouloud, Kabyle originaire de Blida.

Mais le raid de la légion sera stoppé sur ordre. Pour éviter un incident diplomatique, les légionnaires devront se replier. Le droit de poursuite ne pouvait pas davantage s'exercer en Libye qu'en Tunisie ou au Maroc, où les rebelles bénéficiaient de sanctuaires inviolables !

L'organisation extérieure du F.L.N. venait de décider l'ouverture d'un front du Sahara. Elle espérait, par un coup spectaculaire porté aux installations pétrolières, saisir l'opinion publique métropolitaine et internationale. La Libye, à l'est (la Tunisie s'étant opposée à une action de cette nature à partir de son territoire), et la région de Bou-Denib, au Maroc, à l'ouest, servaient de bases de départ.

En juillet 1957, les rebelles sabotèrent la centrale électrique de Laghouat, un succès limité mais qui retentit dans tout le Sahara, comme il est étrangement de règle en pays désertique.

Aussi, le 17 octobre, soudoyés par des émissaires du F.L.N., soixante méharistes de la compagnie saharienne du Touat-Gourara, qui faisaient paître leurs chameaux dans la région de Timimoun, partaient en dissidence, non sans avoir, au préalable, assassiné les huit Européens du détachement.

Exposés nus au soleil

Le 9 novembre, attaque par surprise d'un groupe de prospecteurs escortés par quelques légionnaires : dix-huit tués ! Les paras de Bigeard interviennent ; à la fin du mois, la bande armée est éliminée.

A l'est, l'action a été confiée à Idir Mouloud. Celui-ci dispose d'une centaine d'hommes dont quelques sahariens. Il se propose d'attaquer Djanet et Fort-Flatters : un programme ambitieux ! Il a réussi à prendre discrètement contact avec l'amenokal (1). Celui-ci, sous prétexte de nomadisation, s'est prudemment retiré dans le Tassili. Cette expectative surprend nos spécialistes des affaires sahariennes. Une section de légion rejoindra l'amenokal sur les terrains de pâture et l'invitera, avec les égards qui lui sont dus, à rejoindre Djanet.

Grâce aux écoutes des réseaux radio de l'adversaire, le 2e bureau d'Alger n'ignore rien de ces préparatifs et de ces tractations ; Djanet, Fort-Polignac et Fort-Flatters ont été renforcés.

Le raid sur Esseyen a naturellement déclenché une vive protestation du gouvernement libyen. La France s'excuse de l'initiative intempestive d'un subordonné, mais le gouvernement libyen décide le repli de la bande d'Idir Mouloud, les prospecteurs travaillant pour son compte sur les champs pétrolifères de son territoire ayant manifesté leur inquiétude.

Ainsi s'acheva la campagne contre le Sahara oriental.

Le camp de Mezrah, où Idir, son lieutenant Mostefa et ses hommes se retirent, en nous emmenant avec eux, sert au F.L.N. de poste de transit pour les armes en provenance d'Egypte, de centre d'instruction et de camp d'internement.

Nous sommes une cinquantaine de prisonniers, la plupart raflés en Libye où ils travaillaient avant les événements. Beaucoup sont mariés. Tous refusent d'être incorporés dans l'Armée de libération nationale ; ils ne croient ni en la cause ni à son succès malgré la propagande et les sévices exercés sur eux.

Un jour, le colonel Ouamrane, commandant, disait-on, des éléments algériens stationnés en Libye, décide une inspec-

(1) Chef coutumier des Touareg.

au djebel Onk, la katiba s'était égarée



Négrine, ksar et petite oasis dépendant de la commune mixte de Tébessa. Point de départ de pistes multiples.

tion. Accompagné d'Idir Mouloud, il passe devant les récalcitrants rassemblés. Il s'adresse à moi : « Tu as servi ces chiens de Français. Tu dois te racheter. Je te nomme sergent-chef. Tu seras chargé de l'instruction. »

Devant mon refus, Ouamrane me fait mettre torse nu et, à coups de nerf de bœuf, s'acharne sur moi. Mon corps est bientôt à vif, à plusieurs reprises je m'évanouis.

— Accepte ! Sinon...

Et Ouamrane fait le geste de m'égorger.

Affolé, j'accepte.

Les recrues manquaient d'enthousiasme ; quelques-unes tentèrent de s'enfuir à Tripoli. Arrêtées par la police libyenne, elles furent remises à la base F.L.N. commandée par d'anciens officiers français : Slimane, Saddik, Chabou... Le F.L.N., les jugeant trop fraîchement acquises à la cause et indésirables dans les maquis, préféra les tenir éloignées de Tunisie.

Les déserteurs, attachés à un piquet, exposés nus au soleil, furent sévèrement corrigés par le chef de camp, le lieutenant Hocine, un Arabe de Biskra. Ils nous revinrent en piteux état.

Je ne perds cependant pas l'espoir de m'évader, mais l'expérience montre qu'il serait illusoire de se placer sous la protection des Libyens ; je projette donc de me présenter au consulat de France.

J'ai trouvé un complice, un Algérien déjà âgé, un marin enlevé par le F.L.N. lors d'une escale à Tripoli ; il est marié à une Française et ne songe qu'à retourner chez lui, à Marseille.

Nous profitons d'un jour de repos où la plupart des gradés sont absents du camp. Nous quittons Mezrah à 2 heures du matin. A l'aube, nous sommes à Tripoli devant le consulat de France. Nous sonnerons longtemps. Enfin une fenêtre s'entrouvre. Un chaouch nous dit de revenir à 8 heures pour nous présenter au consul. A 8 heures, devant le consulat, quatre policiers libyens nous attendaient.

Dans le secteur Négrine-El-Oued

Au camp, Hocine, goguenard, nous attend : « Alors, on voulait voyager ?... Tunis réclame des spécialistes mitrailleurs ; Ould Temen, tu partiras à midi ! »

Escorté par un *djoundi* armé, je prends place sur un camion de la garde tunisienne, bourré de munitions. Après un arrêt à Ben-Gardane, où la police tunisienne (1) vérifie notre chargement, nous passons la nuit à Sfax. Le lendemain, vers midi, on me présente au P.C. du F.L.N. à Tunis, rue Es-Sadikia.

(1) Des armes, importées en Tunisie par le F.L.N., s'étaient « égarées » chez les partisans de Salah Ben Youssef, le rival de Bourguiba.

L'après-midi, un cadre, avec deux malades qui rejoignent leur unité, me conduit en taxi à Ksar, village situé à quelques kilomètres de Gafsa.

Le camp d'instruction est commandé par le lieutenant Madani, un Chaouïa. Pendant trois mois, j'enseignerai aux recrues le maniement de la mitrailleuse tchèque M.G. Peu de tirs, les munitions sont parcimonieusement distribuées.

En octobre 1958, cent cinquante hommes, une katiba, encadrés par une dizaine de gradés venus du Kef, partaient pour l'Algérie. Huit jours plus tard, par petits groupes, une quarantaine d'entre eux revenaient ; au djebel Onk, près de Bir-el-Ater, la katiba s'était égarée : encerclée par les forces de l'ordre, elle s'était débandée, toutes les mitrailleuses étaient perdues.

Craignant que les rescapés ne sèment la panique dans les renforts qui se préparent, Madani décide de les expédier dans le sud, à Redeyef, sous mes ordres, quelques semaines plus tard.

Je connaissais très bien la région en face de Redeyef. J'avais souvent nomadisé entre Négrine et El-Oued. En 1943, pendant la campagne de Tunisie, ma compagnie avait opéré pendant plusieurs mois dans le secteur.

J'étais bien décidé à profiter d'une occasion pour m'enfuir. Cette occasion se présentera quelques semaines plus tard.

Le conducteur du camion de ravitaillement est brutalement terrassé par une crise de paludisme.

Madani m'ordonne de le ramener avec son véhicule à Gafsa. Je prends le volant. J'emprunte la piste de Midès en formant le vœu qu'elle ne soit pas minée.

Après une heure de route, où je ne rencontre que des nomades un peu étonnés, le chauffeur inconscient à mes côtés, je me présente enfin à l'entrée du poste français de Négrine. **H**

Ce diplôme, parodie de distinction honorifique, a été inventé par les sahariens pour remédier au cafard.

Témoignage recueilli par le général JACQUIN (C.R.)

DE GAULLE : UN TOURNANT DÉCISIF



14 juillet 1959, place de la Concorde. A l'occasion de la prise de la Bastille, 5 000 Algériens condamnés sont libérés, geste qui soulève l'indignation de bien des Européens en Algérie, où l'A.L.N. est en recul partout cependant que le pays connaît un développement économique jamais encore atteint.

En ces quelques semaines de l'été de 1959, que la plupart des Français, comme chaque année, consacraient aux vacances, bien des signes annonçaient que le général de Gaulle allait forcer le rythme de sa politique algérienne. Plusieurs mois avaient passé depuis qu'il avait offert au F.L.N. la « paix des braves » et annoncé l'inévitable avènement de la « personnalité algérienne ». Mais les élections législatives dans les départements algériens avaient démontré l'écrasant ascendant des partisans de l'Algérie française en même temps que le soutien total dont ils bénéficiaient de la part de l'armée et de la police. Sans doute aussi le général de Gaulle allait-il, en accédant à l'Elysée, procéder à quelques gestes spectaculaires destinés à prouver son désir d'apaisement, sa volonté de réconciliation et ses intentions libérales : transfert des dirigeants algériens prisonniers

le général de Gaulle est résolu à sortir la politique algérienne de l'enlisement

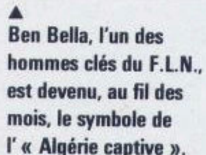
dans une résidence plus confortable, élargissement d'un très grand nombre d'internés, grâce accordée à de nombreux condamnés à mort. Et les élections municipales, au mois de mars, avaient été marquées presque partout, en Algérie, par la rupture entre les candidats gaullistes, plus ou moins associés à des musulmans réputés libéraux, et les tenants de l'intégration. Mais, en dépit des succès militaires remportés sur le terrain, tout concourait à montrer que l'on s'enlisait dans un désespérant immobilisme politique. Décidément, les cadres algériens refusaient catégoriquement de jouer le jeu de l'intégration à la France et même celui du dialogue politique avec l'administration française. Autant dire que rien de ce qui avait été fait n'était suffisant pour susciter en Algérie un courant distinct du F.L.N. ni, à plus forte raison, pour décider le F.L.N. lui-même à rechercher un accord politique.

Kahia



▲ Ben Bella, l'un des hommes clés du F.L.N., est devenu, au fil des mois, le symbole de l'« Algérie captive ».

Dalmas



◀ Mohamed Khider, l'un des neuf « historiques », avait été arrêté en même temps que Ben Bella.

Rabah Bitat, autre chef « historique ». Avant son arrestation, il organisait à Alger la guérilla urbaine. ▼

Dalmas



"Marcher ou mourir"

Quant aux intentions du général de Gaulle, nul n'ignore qu'il était définitivement hostile à l'intégration. Et, tandis que les discours du premier ministre demeuraient imprégnés de l'esprit des mois précédents, le chef de l'Etat, dans ses tournées provinciales, laissait transparaître plus nettement sa volonté de laisser aux Algériens le choix de leur avenir. D'étranges dissonances apparaissaient ainsi et risquaient de devenir bientôt insoutenables. Au fond, par le référendum et les consultations électorales qui avaient suivi, par un certain nombre de mesures législatives et réglementaires plus ou moins solennelles, en particulier quant à l'égalité de tous les habitants, hommes ou femmes, des départements algériens, le général de Gaulle avait consacré définitivement la majorité politique de la population algérienne.

De Gaulle était d'autant plus convaincu de la nécessité de sortir la politique algérienne d'un certain enlisement qu'il était au pouvoir depuis plus d'un an. La majorité des Français avait mis en lui son espoir d'un prompt rétablissement de la paix ; il ne l'ignorait pas. A l'automne, le F.L.N. ne manquerait pas d'utiliser la nouvelle session de l'assemblée des Nations unies pour donner le plus vaste écho à ses revendications. Au mois de juillet, il était résolu à donner à sa politique un tour plus spectaculaire. Celle-ci n'avait pas convaincu les musulmans qu'ils auraient, s'ils le voulaient, toute latitude pour se prononcer sur leur sort. Il s'agissait donc de leur prouver qu'ils pourraient, le moment venu, provoquer d'un seul coup l'émancipation de leur pays par un vote libre auquel la France ne s'opposerait pas. Il s'agissait aussi de les amener à choisir une solution qui garantirait les droits de la minorité européenne et le maintien de relations étroites entre l'Algérie et la France. Au fond, c'était, à beaucoup d'égards, ce que de Gaulle laissait entendre depuis qu'en octobre il avait parlé de la « personnalité algérienne ». Mais l'expérience avait prouvé que ses propos, toujours sujets à de multiples interprétations, n'avaient eu ni la portée ni l'éclat propres à séduire la population musulmane. Il fallait provoquer un choc susceptible de l'ébranler et de rallier en même temps l'opinion mondiale et française.

De Gaulle attacha une immense importance à préparer sa nouvelle initiative de manière à l'entourer d'une certaine solennité. Les ministres se réunirent le 26 août. Jamais, auparavant, il n'y avait eu de débat ou d'échange de vues sur l'ensemble de la question algérienne. Celle-ci n'était habituellement abordée que par le biais des problèmes budgétaires ou administratifs. Pour la première fois, le fond du problème était en cause. Mais il n'y eut pas davantage de discussion : les ministres parlèrent l'un après l'autre



Darolle/Gamma

◀ André Malraux. Lors du conseil des ministres qui se tint la veille du départ de De Gaulle pour sa première « tournée des popotes », le ministre des Affaires culturelles demanda que la personnalité algérienne fût nettement reconnue.



Keystone

◀ Michelet, garde des Sceaux et ministre de la Justice. Sa candidature aux élections sénatoriales suscita des critiques de ses concurrents qui prétendaient que la candidature des ministres était contraire à l'esprit de la Constitution.



Keystone

◀ Paul Bacon. Ministre du Travail dans le cabinet de De Gaulle, il fut le seul parlementaire battu à avoir conservé son poste ministériel dans le gouvernement de Michel Debré. Sa politique algérienne s'aligne sur celle d'Edmond Michelet et d'André Malraux.



◄ De Gaulle. Au cours de l'allocution qu'il prononce le 16 septembre, il promet aux Algériens l'autodétermination.

et nul ne formula de conclusion. Michel Debré prit la parole le premier ; ce fut pour déclarer qu'aucun Etat algérien n'était concevable à court terme et qu'il était également impossible d'assimiler l'Algérie à la France ; de toute manière, les positions politiques, économiques et stratégiques de la France devaient y être maintenues afin que fût préservé l'ensemble africain qu'elle contrôlait ; il concluait en suggérant qu'un statut fût défini et soumis immédiatement à l'accord des populations ou, de préférence, que celles-ci fussent laissées libres de choisir, plus tard, leur destin. Cornut-Gentille, et surtout Soustelle, condamnèrent toute idée d'Etat algérien et dénoncèrent les conséquences des incertitudes sur les progrès de la pacification. Edmond Michelet, Paul Bacon, André Malraux, par exemple, demandèrent que fût nettement reconnue la personnalité algérienne. La majorité des ministres reprit à son compte les idées exposées par Michel Debré.

Jacques Soustelle devait raconter plus tard : « A la fin, avant de lever la séance, le président de la République dit en substance : « Messieurs, je vous remercie... Dans cet ordre d'affaires, il faut » marcher ou mourir. Je choisis de marcher, mais cela n'empêche pas qu'on » peut aussi mourir. »

Jusque dans la forme et le ton, le discours du 16 septembre visait à provoquer le plus grand effet. Une phrase d'une certaine majesté officielle, en résumait l'esprit : « Au nom de la France et de la République, en vertu du pouvoir que m'attribue la Constitution de consulter les citoyens, pourvu que Dieu me prête vie et que le peuple m'écoute, je m'engage à demander, d'une part, aux Algériens, dans leurs douze départements, ce qu'ils veulent être en définitive et, d'autre part, à tous les Français d'entériner ce choix. »

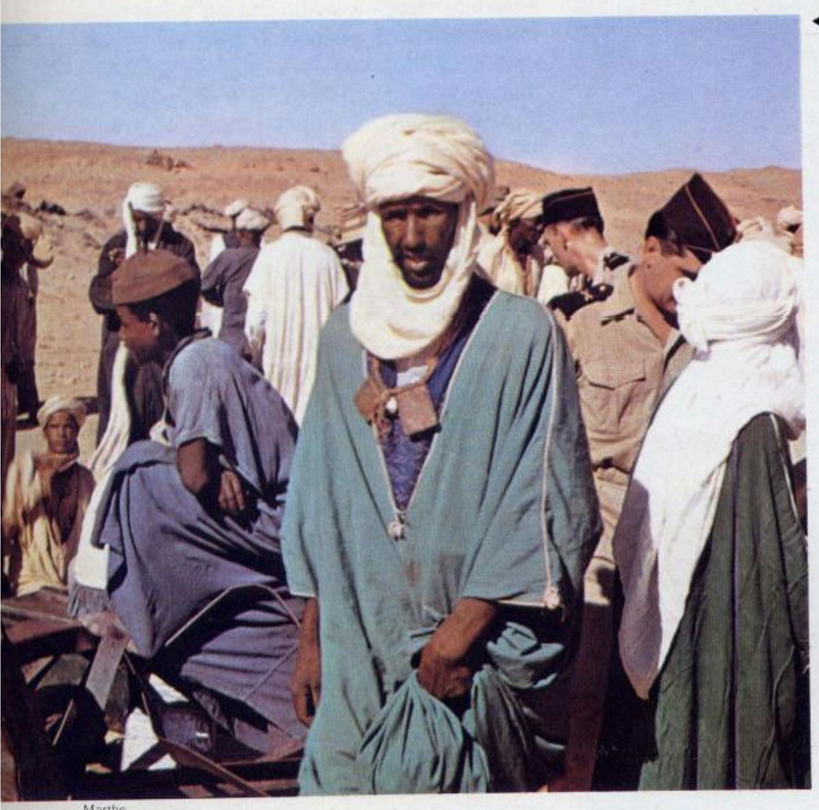
Reconnaître le droit de l'Algérie à l'autodétermination, c'était donner une forme nouvelle et spectaculaire à l'idée exprimée bien souvent, mais en termes vagues, depuis l'année précédente. Mais c'était surtout ouvrir la voie à la séparation de la France et de l'Algérie. Dès lors, en effet, les départements algériens ne faisaient plus partie de la République une et indivisible. Ils pouvaient choisir un autre destin et former un Etat nouveau. En lui-même, le discours du 16 septembre accomplissait une partie du chemin qui allait mener à l'indépendance de l'Algérie. Il balayait, d'un seul coup, une série d'obstacles politiques et juridiques qu'il aurait fallu, de toute façon, surmonter. Par avance, le terrain de négociations éventuelles avec l'adversaire était défini ; elles porteraient sur les conditions de l'autodétermination mais aussi peut-être sur le contenu des options offertes au choix des Algériens.

Usurpateurs et dictateurs

De Gaulle en avait prévu trois : la sécession, la francisation et l'association. La première était décrite en termes tels que de Gaulle l'excluait évidemment : « L'Algérie étant actuellement ce qu'elle est, le monde, ce que nous savons, la sécession entraînerait une misère épouvantable, un affreux chaos politique et, bientôt, la dictature belliqueuse des communistes... Il va de soi que, dans cette hypothèse, ceux des Algériens de toute origine qui voudraient rester français le resteraient de toute façon et que la France réaliserait, si cela était nécessaire, leur regroupement et leur établissement. D'autre part, toutes dispositions seraient prises pour que l'exploitation, l'acheminement, l'embarquement du pétrole saharien, qui sont l'œuvre de la France et intéressent tout l'Occident, fussent assurés, quoi qu'il pût arriver. » On devait y voir, parfois, la menace d'un partage de l'Algérie au cas où il faudrait en admettre la sécession. Pourtant, de Gaulle n'y songeait pas et il n'avait rien prévu en ce sens ; mais il s'agissait, pour lui, de décrire la sécession de telle sorte qu'elle apparût aux Algériens comme une calamité qu'il faudrait éviter à tout prix.

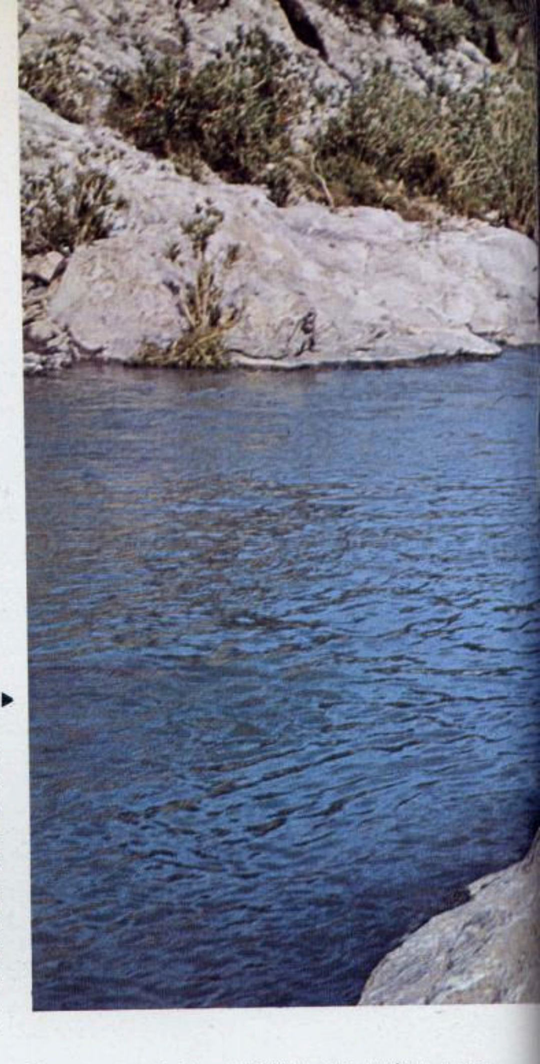
Rien ne laissait transparaître, à proprement parler, son jugement sur la francisation : tout au plus la décrivait-il de manière à en faire comprendre toutes les implications économiques, sociales, psychologiques. Enoncée en dernier lieu, la solution d'association semblait, par là même, être souhaitée par de Gaulle, d'autant plus qu'on y retrouvait la trace de ses propos antérieurs. Cette fois, il en donnait une définition plus complète : « Le gouvernement des Algériens par les Algériens appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle, pour l'éco- ►

De Gaulle, dans son discours, invitait une fois de plus le F.L.N. à cesser la lutte



◀ Un Reguibat à Reggane. Le domaine des Reguibat s'étend sur 600 000 kilomètres carrés. Naguère, ils avaient la haute main sur les échanges entre les pays noirs et le Maghreb. Le chameau demeure aujourd'hui leur principale ressource.

Marthe



Des femmes kabyles se baignent dans l'oued. Avec leur dialecte, les Kabyles ont conservé leur législation coutumière, et la femme, chez eux, jouit d'une situation supérieure à celle que lui assigne généralement la pratique islamique. ▶

nomie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures. Dans ce cas, le régime intérieur de l'Algérie devrait être de type fédéral, afin que les communautés diverses, française, arabe, kabyle, mozabite, etc., qui cohabitent dans le pays, y trouvent des garanties quant à leur vie propre et un cadre pour leur coopération. » Au vrai, cette définition laissait place à de grandes incertitudes et ouvrait la voie à de nombreux aménagements. Elle excluait, en tout cas, le maintien de la souveraineté française sur l'Algérie. Pour « l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures », il était question d' « union étroite » avec la France : mais, en pratique, rien ne précisait quel serait le degré de cette « union » : ce pourrait être aussi bien une coopération, une alliance, ou une sujétion plus étroite. L'association excluait-elle l'indépendance ? De Gaulle avait pris soin de laisser dans l'ombre ce point essentiel. Mais, parlant de la sécession, il disait : « Certains croient [y] trouver l'indépendance. » Par là, il suggérait que l'indépendance véritable pourrait être acquise autrement.

La dernière partie du discours s'adressait au F.L.N. : une fois de plus, il était invité à cesser la lutte ; mais, cette fois, de Gaulle envisageait expressément son rôle futur dans la vie politique algérienne : « Si les hommes qui constituent l'organisation politique du soulèvement entendent n'être pas exclus des débats, puis des scrutins, enfin des institutions, qui régleront le sort de l'Algérie et assureront sa vie politique, j'affirme qu'ils auront, comme tous les autres, et ni plus ni moins, l'audience, la part, la place, que leur accorderont les suffrages des citoyens. » Cependant, il exprimait avec netteté sa volonté de ne pas les reconnaître comme représentants exclusifs du peuple algérien ; plus encore, il les dénonçait par avance comme usurpateurs et dictateurs dans le cas où ils refuseraient de jouer le jeu de l'autodétermination : « A moins que ne soit à l'œuvre un groupe de meneurs ambitieux, résolus à établir par la force et par la terreur leur dictature totalitaire et croyant pouvoir obtenir qu'un jour la République leur accorde le privilège de traiter avec eux du destin de l'Algérie, les bâtissant par là même comme gouvernement algérien. Il n'y a aucune chance que la France se prête à un pareil arbitraire. »

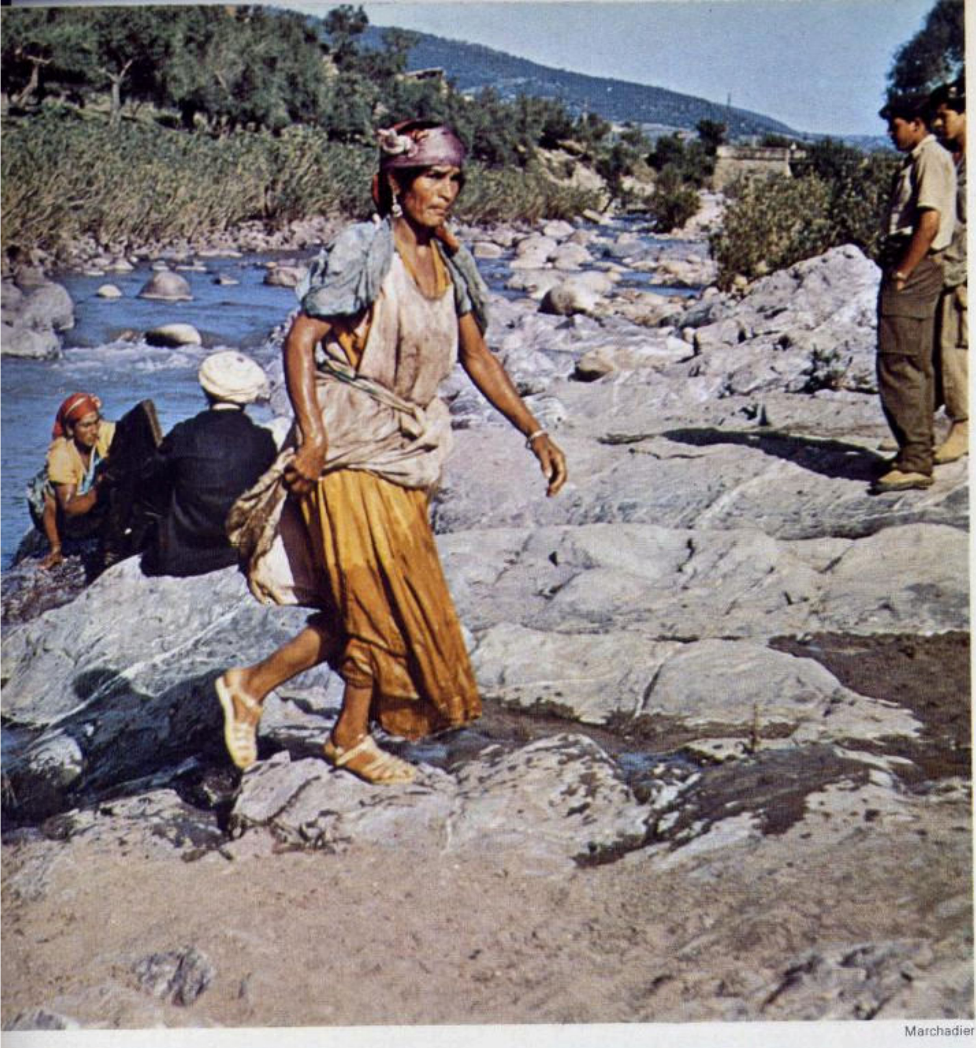
Trois options

De toute évidence, de Gaulle entendait marquer, par là, les limites qu'il imposait lui-même à sa politique algérienne : ayant toujours refusé d'engager des négociations politiques avec le F.L.N., il maintenait ce refus, en principe. Il persistait à dire que d'autres hommes, d'autres groupes, d'autres forces entraient en ligne de compte : c'est à eux qu'il

Bloch Lainé/Technor



◀ Femme kabyle décorant une poterie. La diversité des Kabyles, de purs Berbères, est extrême puisqu'on peut en rencontrer de blonds ardents comme de bruns basanés, de très petits comme de très grands. Ils ont un dialecte à part, profondément distinct des langues sémitiques, encore qu'ayant avec elles plus d'un trait de ressemblance.



Marchadier

pensait en leur offrant, tout à coup, la perspective d'une réelle émancipation de l'Algérie. En même temps, il laissait transparaître, sans trop d'ambiguïté, sa méfiance envers les chefs de l'insurrection qui, faute d'accepter ses offres, seraient jugés comme autant de « meneurs ambitieux ».

Sans nul doute, le discours du 16 septembre laissait assez d'incertitudes pour permettre un assez large assouplissement des positions françaises. Le délai entre la fin des combats et l'autodétermination serait au plus de quatre ans, mais il pourrait, tout aussi bien, être réduit à quelques mois. Et surtout le contenu précis des trois options pourrait n'être défini qu'après des pourparlers plus ou moins approfondis, soit avec l'adversaire, soit avec toute autre force politique algérienne.

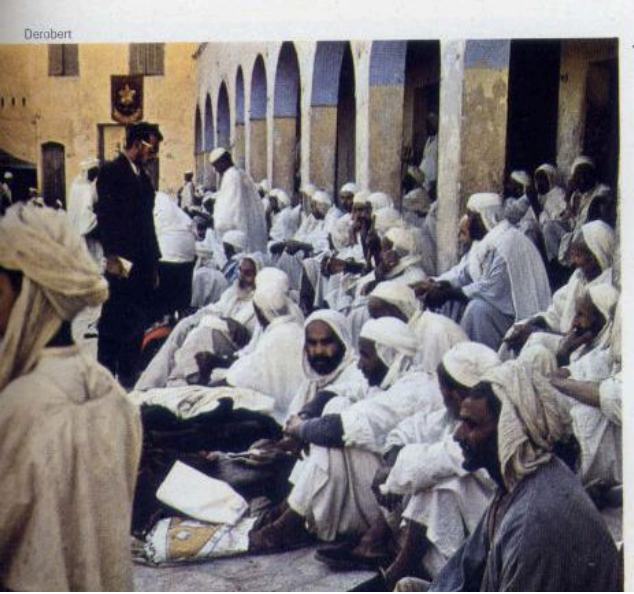
En fait, l'écho du discours du 16 septembre fut considérable. A l'exception de l'extrême droite, les partis politiques français l'approuvèrent. Les communistes, d'abord très méfiants, en vinrent à souligner les principes justes et les aspects positifs de l'initiative du général de Gaulle. Dans la gauche anticolonialiste et libérale, la revue *Esprit* fit ce commentaire : « Pour la première fois depuis qu'on se bat en Algérie, un homme d'Etat français a tenu le langage des principes, rendant ainsi possibles le dialogue et la paix. L'autodétermination, cela veut dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : voilà donc la position française portée au plan du droit international, au plan d'une légitimité démocratique qui est celle de notre siècle, même si, en effet, elle est loin d'être toujours respectée. » Et l'avocat Georges Izard dans *le Monde* du 21 septembre écrivit : « De Gaulle a redonné à la France son ancien prestige de grande nation libérale. »

Un refus déguisé

Bien entendu, les approbations étaient trop générales pour qu'elles ne fussent pas sans ambiguïté. Et autour du général de Gaulle lui-même les commentaires n'allaient pas sans nuance. Son principal collaborateur pour la politique algérienne, Bernard Tricot, rapporte à ce sujet : « Souvent [...] la question me fut posée par des visiteurs : « Quelle solution » le général préfère-t-il ? » J'ai toujours répondu : la troisième, parce que j'étais sûr que c'était vrai, mais on me demandait aussi : « Jusqu'où peut aller le » gouvernement des Algériens par eux- » mêmes, est-ce seulement l'autonomie » ou cela peut-il aller jusqu'à l'indépen- » dance ? » Là, j'étais moins assuré et j'évitais le plus possible de répondre. Quand il le fallait absolument, je faisais remarquer que le général avait condamné, non pas l'indépendance en elle-même, mais la sécession, qui se ferait contre la France ; l'indépendance choisie dans des conditions dégagées d'un commun accord n'était donc pas exclue. »

Le G.P.R.A. hésita plusieurs jours et, sous l'influence contradictoire de ses principaux membres, des réactions qu'il observait à l'étranger et de l'analyse qu'il fit du discours lui-même, il formula enfin une réponse assez complexe. Le ton en était assez dur mais, dans le fond, le principe de l'autodétermination était admis. On soulignait plutôt les difficultés de son application : unité du territoire algérien à respecter, garanties de liberté à définir, choix des solutions à proposer. Pour finir, les dirigeants du F.L.N. se déclaraient « prêts à entrer en pourparlers avec le gouvernement français afin ▶

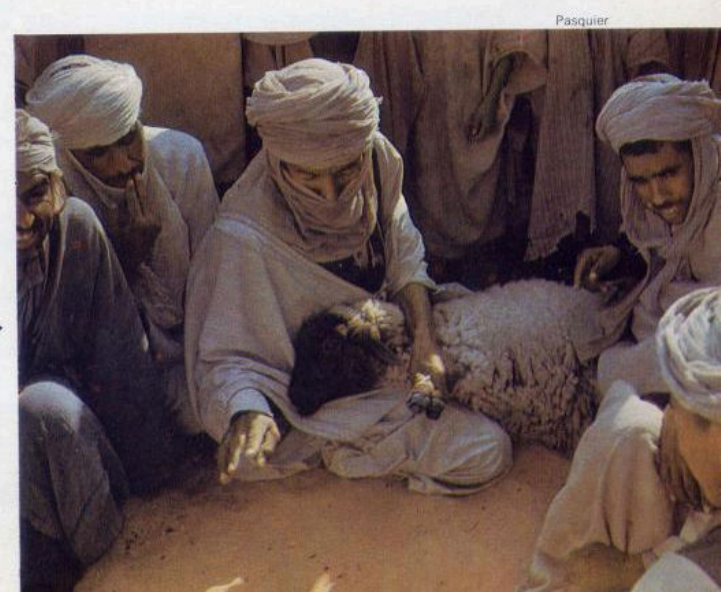
Derobert



◀ Vente aux enchères à Guerrera, au Mzab. Les Mozabites, de purs Berbères, appartiennent à la secte religieuse hérétique des ibadites.

La grande majorité des ▶ Berbères est totalement arabisée bien que les Arabes ne représentent que 5 à 6 % de la population.

Pasquier



le roi Mohammed V fut un négociateur actif.

de discuter des conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'autodétermination ».

Beaucoup d'hommes jugèrent alors qu'après l'immense pas en avant fait par le général de Gaulle le 16 septembre, il ne restait plus tellement de chemin à faire pour parvenir à la paix. Et si l'on n'arrivait pas à exploiter à fond les possibilités offertes désormais, une grande chance aurait échappé et nul ne pourrait plus savoir quand une autre se présenterait. Tunisiens et Marocains se dépensèrent auprès de leurs amis algériens pour les amener à corriger l'impression indiscutablement négative créée par leur première réponse. Le roi Mohammed V fut alors parmi les plus actifs avocats des négociations. A Paris, on ne voulut pas interrompre le dialogue, mais au contraire le relancer. Le ton de la conférence de presse que le général de Gaulle tint le 10 novembre fut encore plus net que celui de son discours précédent : « Le choix sera libre, déclara-t-il le 10 novembre, parce que je me suis engagé à ce que tous les Algériens puissent participer à la consultation sans subir aucune contrainte, et même à ce que — quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent, quel que soit leur programme — ils prennent part non seulement au scrutin, mais aux délibérations qui précéderont, afin de régler les modalités du scrutin [...] et la campagne qui précédera le vote. »

C'est alors que le F.L.N. désigna officiellement, pour entamer les conversations, ses cinq dirigeants — Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider et Rabah Bitat — arrêtés en 1956. Des raisons tenant aux problèmes internes du F.L.N. avaient sans doute présidé à ce choix ; en tout cas, on ne pouvait penser que des hommes, emprisonnés depuis deux ans, pussent traiter effectivement des conditions d'un cessez-le-feu. De Gaulle tint la décision du F.L.N. pour un refus déguisé et, pensa-t-il, presque grossier. D'un seul coup, tous les espoirs d'une fin prochaine de la guerre s'évanouissaient. Il y voyait, personnellement, la confirmation de son jugement pessimiste sur les intentions et l'attitude du F.L.N. Dès lors, il ne restait plus qu'à poursuivre la recherche patiente — mais vaine jusque-là — de l' « élite politique » dont il attendait l'avènement depuis plus d'un an.


Nougaro

Les Européens. Par l'ancienneté de leur implantation, ils sont devenus partie intégrante de l'Algérie.

Les attentistes

Déjà, le 10 novembre, il en appelait à elle : « Et vous tous, les attentistes, vous qui ne bougez pas et qui faites perdre son temps à l'Algérie, alors qu'il faudrait très vite qu'elle trouvât sa paix et son développement, dès lors qu'il est entendu que son destin est aux mains de ses habitants, que ne formez-vous le grand parti du progrès algérien ! » Mais aucun signe n'en laissait prévoir la naissance. Un mois plus tard, de Gaulle reconnaissait au Mali et à Madagascar le droit d'acquérir aussitôt leur indépendance. Du coup, la Communauté, en devenant une simple confédération, puis en se transformant radicalement, cessait d'être le cadre qui aurait pu servir au règlement du problème algérien. Un an après le référendum de 1958, l'accélération extraordinaire — mais inévitable et prévisible — des événements montrait que l'autodétermination de l'Algérie ne se réaliserait pas sans négociations avec l'adversaire ni sans accord avec lui. Du coup, on pouvait s'attendre à de nombreuses et puissantes contre-offensives des partisans de l'Algérie française. C'est ce qui allait arriver. H

Paul-Marie de LA GORCE

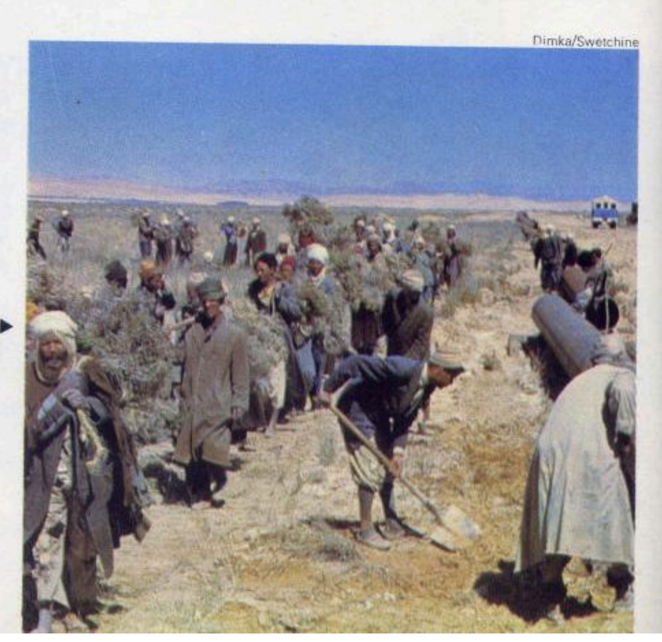
Dimka/Swetchine



◄ Pose d'un pipe-line. Avant son retour « aux affaires », de Gaulle avait dit un jour : « Le passage vers le puits, c'est le pipe-line. Or le pipe-line, c'est...

... comme la voie romaine. Il suffit de bien la garder et de la défendre le cas échéant [...]. La France a tout de même les moyens de conserver le Sahara. » ►

Dimka/Swetchine



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebélo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Piosan*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
Télex 21311. Public Rel. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F – Belgique, 30 FB
Suisse, 3 FS

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2770-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Herrin, B 1050 BRUXELLES - Tél. 47 69 79
CCP BRUXELLES 1392 34

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 196 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
312 FF - 3 020 FB - 332 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires de France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES
CCP 416 69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Septembre 1959

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

2-4 : visite à Paris du président Eisenhower.
5 : discours télévisé de Couve de Murville sur la politique extérieure française.
5 : entrevue entre le général de Gaulle et le ministre des Affaires étrangères espagnol, Castiella.
16 : dans un discours radiotélévisé, le général de Gaulle offre aux Algériens le choix entre la sécession totale, la « francisation » ou l'association, c'est-à-dire « le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur la France et en union étroite avec elle ».

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er-6 : conférence de la Ligue arabe à Casablanca.
5 : signature des accords financiers et commerciaux franco-italiens. Abolition des privilèges douaniers de la France.
21 : proposition du Maroc, de l'Inde et du Liberia demandant un débat spécial sur le projet français d'essais atomiques au Sahara.

AMÉRIQUE

3 : publication d'un communiqué italo-américain sur les problèmes Est-Ouest.
4 : requête laotienne aux Nations unies.
7 : réunion du Conseil de sécurité sur l'affaire du Laos.
10 : discours radiodiffusé du président Eisenhower dans lequel il définit les limites et le sens de ses prochains entretiens avec Khrouchtchev.
15-28 : voyage de Khrouchtchev aux États-Unis. Entretiens avec Eisenhower à Camp-David.
15 : ouverture de la 14e session de l'assemblée des Nations unies.
18 : discours de Khrouchtchev à l'assemblée de l'O.N.U. sur le désarmement. Couve de Murville définit la doctrine de la France sur cette question, le 30.

ASIE

7 : publication d'un livre blanc sur les relations sino-indiennes.
8 : lettre de Chou En Lai à Nehru sur les frontières indo-tibétaines.
12 : accords financiers indo-soviétiques.
14 au 21 : Nehru en Afghanistan et en Iran.
26 : assassinat du premier ministre de Ceylan, Salomon Bandaranaike ; le ministre de l'Éducation lui succède.
30 : dixième anniversaire de la République populaire de Chine en présence de Khrouchtchev.

EUROPE

13 : envoi d'une fusée soviétique, Lunik 2, sur la Lune.
14-18 : session de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe.
22-25 : session de l'Assemblée parlementaire européenne.
23 : déclaration d'investiture de Piero Malvestiti, président de la C.E.C.A.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



UN COMBATTANT DE L'A.L.N. PARLE

Sommaire

● La fin d'un mythe
C'est un député métropolitain qui traduit le sentiment de révolte en Algérie après le discours du 16 septembre : « Ici, qui acceptera que Ferhat Abbas et les autres proposent leur candidature et se fassent protéger par l'armée et la police ? » Le malentendu se poursuit...

● J'étais un « djoundi »
Le petit-fils de l'émir Abdel-Kader raconte comment, après avoir combattu dans les rangs des Forces françaises libres au cours de la seconde guerre mondiale, il se retrouve en Allemagne pour acheter du matériel pour le F.L.N. Volontaire pour servir dans l'A.L.N., c'est sur la frontière algéro-tunisienne qu'il est engagé contre les forces de l'ordre...

● « La Rafale »
A côté des unités d'intervention, des unités chargées de la pacification, des aviateurs et des marins, il y avait aussi ceux que l'on voyait rarement à la « une » des journaux : ils étaient chargés de la protection des trains...

● Sur le barrage marocain
En 1959, l'armée, libérée des fastidieuses responsabilités administratives, se consacre aux missions militaires opérationnelles. A l'endroit même où, quelques mois auparavant, on pouvait voir flotter un drapeau F.L.N. se dresse bientôt un panneau de signalisation : « Dunkerque : 1 800 km – Tamanrasset : 1 500 km »...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – N° 289 - 19 février 1973.

L'Echo d'Oran
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
L'ECHO DE L'ORANIE — L'ECHO DU CHELIF
SAMEDI 12 SEPTEMBRE 1959

LA TRIPLE VICTOIRE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

M. HOUPHOUET-BOIGNY A SA SORTIE DE L'ÉLYSÉE :

LA COMMUNAUTÉ UNANIME APPROUVE LA POLITIQUE ALGÉRIENNE DU PRÉSIDENT DE GAULLE

Le chef de l'Etat a exposé les grandes lignes de sa prochaine déclaration et fait connaître l'importance qu'il attachait au principe de l'autodétermination

SUITE PAGE 2

DANIEL CAZEL

suivra pour les lecteurs de L'Echo d'Oran le voyage de M. Krouchtchev aux Etats-Unis

DERNIER NÉ : LE TÉLÉVISEUR PORTATIF

40.000 policiers et soldats veilleront sur Krouchtchev

pendant son séjour aux U.S.A.



DOMINGUIN ET SA FEMME A CANNES

M. JANOT, secrétaire général de la Communauté :

Le Conseil n'a pas tranché le problème de la nationalité

Dans un communiqué publié hier

Le Groupe Unité de la République regrette de ne pas avoir été consulté par le chef de l'Etat

avant sa déclaration sur l'Algérie

La Saint-Siège met un terme à l'expérience des prêtres ouvriers

M. DEBRÉ, à un hebdomadaire parisien :

« Si la France quittait l'Algérie, ce serait aussitôt la guerre civile »

SUITE PAGE 2

PATROUILLES A BICYCLETTE SUR RAILS

SUITE PAGE 2



MACMILLAN : « Une ère nouvelle s'ouvre sur le plan international »

SUITE PAGE 2

Davantage d'officiers et de sous-officiers noirs dans l'armée française

LE MONDE en ZIG-ZAG

Une voiture pour 5 habitants à Paris une pour 2 à New York

1959 : grand « boom » sur les vacances

Télécommunication via les satellites

A quelques jours du discours du 16 septembre, on note une série d'attentats en Algérie comme en métropole. Dans le même temps le Conseil de la Communauté française déclare faire confiance au général de Gaulle pour régler le problème algérien. Après les propositions sur l'autodétermination, la Communauté connaîtra ses premières défections : Mali, puis Madagascar.